



HAL
open science

Le journalisme environnemental face aux nouveaux conflits écologiques : une spécialisation en mutation.

L'exemple de Sivens

Dimitri Crozet

► **To cite this version:**

Dimitri Crozet. Le journalisme environnemental face aux nouveaux conflits écologiques : une spécialisation en mutation. L'exemple de Sivens. Sciences de l'information et de la communication. 2015. dumas-01200534

HAL Id: dumas-01200534

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-01200534v1>

Submitted on 16 Sep 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Université Stendhal Grenoble 3, UFR LLASIC, Département Journalisme
Année universitaire 2014-2015

Mémoire de Master professionnel Journalisme



Le journalisme environnemental face aux nouveaux conflits écologiques : une spécialisation en mutation

L'exemple de Sivens

Dimitri CROZET

Sous la direction de Mme Maria Holubowicz

Mémoire de Master journalisme

Le journalisme environnemental face aux nouveaux conflits écologiques : une spécialisation en mutation

L'exemple de Sivens.

Dimitri Crozet

Université Stendhal Grenoble 3, UFR Lllasic Département journalisme

Résumé : Après une longue période d'institutionnalisation, synonyme d'abandon de postures militantes qui étaient à la base des premiers journaux environnementaux, le journalisme environnemental se retrouve confronté à de nouveaux défis liés à la mutation des conflits écologiques, symbolisés par l'exemple de la lutte contre le barrage de Sivens. Cela conduit à s'interroger aussi bien sur la place du journalisme environnemental dans le champ journalistique, que sur sa relation au militantisme, en analysant le traitement journalistique de la mobilisation de Sivens.

Mots clés : médias, journalisme environnemental, militantisme, écologisme, Sivens

Remerciements

Merci à Maria Holubowicz.

Merci à Grégory Crozet pour sa relecture.

Merci aux personnes interrogées dans ce mémoire.

Sommaire

Introduction	4
Partie I - Journalistes et militants écologistes, une évolution parallèle	11
A - Un journalisme environnemental en quête de légitimité.....	11
B - Un militantisme écologiste en pleine évolution	14
C - Avant Sivens, un contexte de renouveau des mobilisations écologistes	16
Partie II - La lutte contre le barrage de Sivens : les journalistes environnementaux sous contraintes	20
A - Enjeux et contexte de la lutte contre le barrage de Sivens	20
B- Des militants de Sivens devenus experts scientifiques et communicants professionnels	23
C - Des approches journalistiques différentes	26
1 - Le Monde.....	26
2 - Mediapart	28
3 - Reporterre.....	30
4 - Le Figaro	33
Partie 3 - Un journalisme environnemental dépossédé ?	35
A - Une nouvelle image médiatique des mouvements écologistes	35
B - L'inflexion du journalisme environnemental	37
C - Un nouveau journalisme environnemental militant.....	40
Conclusion	43
Bibliographie	45
Table des Annexes	52

Introduction

La question du journaliste environnemental confronté au militantisme s'est posée à l'occasion de deux mobilisations récentes. Fin 2013 lors du départ d'Hervé Kempf, journaliste au quotidien *Le Monde* chargé des questions d'environnement depuis quinze ans. Le journaliste a dénoncé la censure au sein du journal, après avoir été dépossédé du dossier de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes au sein de la rédaction, la direction arguant qu'elle pouvait envoyer Hervé Kempf sur le terrain en tant que « chroniqueur engagé », pas en tant que journaliste de la rédaction¹. La publication de plusieurs ouvrages par le journaliste sur le thème de l'écologie, jugés militants, était notamment en cause². Ainsi le passé militant d'Hervé Kempf est entré en contradiction avec son travail de journalisme chargé des questions environnementales au sein de la rédaction d'un grand quotidien d'information. Cela souligne que la tension entre journalisme et militantisme, si elle n'est plus aussi visible qu'aux débuts du journalisme environnemental, reste une problématique en ce qui concerne le traitement de l'environnement dans les médias.

Après Notre-Dame-des-Landes, un autre dossier écologique a été au cœur de l'actualité : celui du barrage de Sivens. La construction d'une retenue d'eau sur le bassin du Tescou, dans le Tarn, est devenue un objet médiatique brûlant le 26 octobre 2014, lorsqu'un militant écologiste qui occupait le terrain du barrage, Rémi Fraise, fut tué lors d'affrontements avec les forces de l'ordre. Pour autant, le dossier de ce barrage de Sivens est devenu un problème public et médiatique quelques semaines en amont, à partir du mois de septembre 2014, là où les premiers articles sont apparus dans la presse quotidienne nationale, non spécialisée.

L'exemple du barrage de Sivens et de son traitement médiatique est à analyser à travers une double évolution : celle du militantisme écologiste et celle du journalisme environnemental, coincé entre les feux de l'expertise, ceux du militantisme, et ceux des logiques internes propres au champ journalistiques et à un sous-champ spécialisé tel que le journalisme environnemental. Ces notions de « champ » et « d'environnement » demandent à être définies.

¹ Hervé Kempf, « Adieu Le Monde, vive Reporterre », 2 septembre 2013. Repéré le 12 avril 2015 à : <http://www.reporterre.net/Adieu-Le-Monde-vive-Reporterre>

² « Une grande manifestation devait avoir lieu le 16 novembre, elle s'annonçait d'ampleur importante. Je demandais à y aller, ayant suivi le dossier depuis le début. La chef de service s'y opposa. Au terme de l'échange, nous convînmes d'en référer au directeur adjoint de la rédaction, Didier Pourquery. J'allais voir celui-ci une heure plus tard. Il me dit que, par ma chronique, mes livres, j'étais "trop marqué" et que je ne pouvais pas couvrir le sujet. J'objectais que mes livres n'avaient pas évoqué le sujet de Notre Dame des Landes, que les chroniques avaient "sorti" des informations exclusives et exactes sur ce dossier, que, par ailleurs, j'écrivais dans les autres pages du journal différemment que dans la chronique qui, par nature, adoptait un ton et un angle fortement marqués. »

Définitions

Le terme « d'environnement » est à préciser en premier lieu, en cela qu'il peut recouvrir de nombreux enjeux. Il est défini comme « un patchwork d'objets et de questions très variées » par Akila Nedjar (2000)¹. On peut ainsi y regrouper les questions globales liées au changement climatique, mais aussi des questions scientifiques telles que la culture des Organismes Génétiquement Modifiés (OGM) ou, dans le cas du barrage de Sivens, des dossiers qui demandent une expertise scientifique. Cette disparité est l'une des spécificités du journalisme environnemental, qui gravite entre des questions politiques, sociales et scientifiques.

Pour définir le journalisme environnemental, il est ensuite nécessaire de considérer le journalisme à travers la notion de champ développée par Pierre Bourdieu. « Le champ est un espace social où des acteurs sont en concurrence avec d'autres acteurs pour le contrôle des biens rares et ces biens rares sont justement les différentes formes de capital »² (Bourdieu, 1992). Si le concept de champ a pu être utilisé de manière abusive, avec « de minuscules et quasi imperceptibles inflexions qu'il subit à l'occasion de chaque utilisation particulière »³ (Lahire, 1999), on peut suivre ici l'analyse des médias par Bourdieu dans son ouvrage Sur la télévision daté de 1998.

Dans le champ journalistique décrit par Bourdieu, la concurrence entre les divers acteurs mène à une structuration bien particulière de l'information et des organes. Pierre Bourdieu synthétise ici diverses logiques qui traversent le traitement de l'information, notamment la concurrence et la recherche de coups médiatiques susceptibles d'attirer un audimat. Surtout, Bourdieu souligne la prépondérance de l'image et une forme de paradoxe qui en découle. D'un côté, l'image incite à la recherche du spectacle, à « faire un coup ». De l'autre, Bourdieu note une tendance à un conformisme de l'information qui découle des logiques internes du champ journalistique qui repose sur un ensemble de croyances partagées et de présupposés. Bourdieu qualifie de « violence symbolique » l'asymétrie qui peut exister quant à la recherche d'informations par le public.

Le champ journalistique ainsi défini nous conduit à nous écarter des débats épistémologiques sur l'objectivité et la vérité. En effet, une telle définition du champ journalistique suppose la prépondérance d'un principe clé, celui de légitimation. La nécessité de légitimité pour un journalisme est double : il s'agit à la fois d'être légitime au sein du champ journalistique et de l'être tout autant auprès du public

¹ Nedjar, A. (2000). Le thème de l'environnement dans les médias généralistes Ecole normale supérieure lettres et sciences humaines, Lyon.

² Bourdieu, P. (1992). *Réponses*. Paris : Seuil.

³ Lahire, B. (2001). *Le travail sociologique de Pierre Bourdieu. Dettes et critiques*. Paris : La Découverte.

visé par l'information (Bourdieu, 1994)¹. La production de l'information dépend également de l'action d'autres champs. L'univers journalistique est « fortement dominé ou contrôlé dans son fonctionnement par d'autres champs (économique ou politique notamment) » (Champagne, 1995). En cela le système d'information est « une représentation du monde, et toute représentation est sélective »² (Schudson, 2002). Il s'agit donc d'aller plus loin que le débat épistémologique sur la recherche de vérité pour étudier les conditions d'émergence d'une réalité représentée à travers le filtre médiatique. Ce filtre est négocié entre les acteurs journalistiques et les acteurs politiques au sens large, c'est-à-dire aussi bien les représentants des institutions politiques gouvernementales ou locales que les militants écologistes.

Dans le champ journalistique on peut distinguer des journalismes spécialisés qui « constituent en eux-mêmes des microcosmes professionnels »³ (Marchetti, 2002). Ces microcosmes sont dépendants du champ journalistique dans sa globalité, mais aussi des secteurs d'activité auxquels ils se rapportent. C'est le cas du journalisme environnemental. Les filtres auxquels la production de l'information environnementale est soumise proviennent donc à la fois de logiques internes au journalisme et de logiques externes qui s'imposent aux journalistes spécialisés, contraints de se crédibiliser aux yeux des acteurs du champ de l'environnement.

La légitimation est particulièrement nécessaire pour les journalistes en charge des questions d'environnement. Une double légitimation est en jeu : celle vis-à-vis du champ journalistique et des autres rubriques thématiques des médias, et celle vis-à-vis de l'espace social que constitue l'environnement.

Dans ce processus de légitimation, la question de l'engagement, voire du militantisme, des journalistes environnementaux apparaît problématique. « Etre journaliste environnemental, pour moi c'est une forme d'engagement. L'une des particularités de l'écologie, c'est que c'est à la fois un sujet et un mouvement politique et social »⁴, assume Jade Lindgaard, en charge des questions d'environnement pour le pure-player *Mediapart*. Hervé Kempf définit quant à lui le journalisme environnemental comme « une démarche d'information journalistique relativement engagée mais avec des techniques journalistiques de vérification de l'information, d'acceptation de laisser parler les contradicteurs »⁵.

¹ Bourdieu, P. (1994). L'emprise du journalisme. *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*. 101-102, p. 3-9

² Schudson, M. (1995). *The power of news*. Harvard University Press.

³ Marchetti, D. (2002). Les sous-champs spécialisés du journalisme. *Réseaux*, n° 111, p. 22-55

⁴ « Le secret des sources », émission du 13 décembre 2014, France Culture

⁵ Dans Comby Jean-Baptiste. (2009) « Quand l'environnement devient « médiatique » », *Réseaux*, n° 157-158, p. 157-190.

Le journalisme environnemental a fait l'objet de plusieurs travaux de recherches précédemment, qui permettent d'éclairer la manière dont il doit composer avec certaines contraintes dans sa construction et dans sa manière d'aborder les problématiques qu'il traite.

Etat de la recherche

L'histoire commune entre les journalistes chargés de l'environnement et militants écologistes est analysée comme un « fardeau » par Jean-Baptiste Comby (2009)¹. Il retrace les conditions internes au champ journalistique propices à une évolution du traitement de l'environnement par les journaux. Cette évolution parallèle du sous-champ journalistique dédié à l'environnement et du secteur de « l'environnement », ou de « l'écologie » pose la question du degré d'engagement et d'autonomie dont le journalisme peut faire preuve dans une rédaction.

Les travaux de Jean-Baptiste Comby ont mis au jour un certain nombre d'enjeux liés au développement du journalisme environnemental, et du sujet de l'environnement dans les rédactions. Dans ses différentes études, il fait l'historique de l'émergence et de l'évolution du sous-champ journalistique lié à l'environnement. Le journalisme environnemental, d'abord militant depuis ses débuts jusqu'à la fin des années 1970, s'est institutionnalisé à partir des années 1990, prenant une autonomie par rapport aux associations et aux mouvements écologistes. Ainsi, en 1994 est créée l'Association des Journalistes de l'Environnement (AJE), pour laquelle l'adhésion nécessite de posséder la carte de presse. La vision de l'environnement dans les médias évolue, dès lors que l'enjeu n'est pas uniquement de sensibiliser aux problèmes écologiques, mais aussi de défendre la crédibilité de la profession et son habilitation à s'emparer du sujet. Une distanciation, et une dépolitisation du journalisme environnemental, sont alors à l'œuvre.

L'analyse de Jean-Baptiste Comby rejoint celle de Guillaume Sainteny (1994)², qui pointe l'institutionnalisation progressive du journalisme environnemental, parallèle à la structuration des partis écologistes en France. Cette institutionnalisation va de pair avec un traitement qui évolue : il devient de plus en plus « épisodique », s'intéressant de plus en plus aux conséquences du réchauffement climatique. La science est également mise de plus en plus à contribution par les journalistes environnementaux. Mais, comme le note Akila Nedjar, la présence de la science ne sert qu'à « poser les termes du débat environnemental ». Autrement dit, la science telle qu'elle est utilisée par les journalistes environnementaux ne joue pas un rôle directement dans le débat, en cela que c'est un

¹ Comby, J-B. (2009). Quand l'environnement devient « médiatique », *Réseaux*, n° 157-158, p. 157-190.

² Sainteny, G. (1994). Les médias français face à l'écologisme. *Réseaux*, volume 12 n°65. p. 87-105.

consensus scientifique qui est mis en avant. La science a pour rôle de légitimer l'existence du débat, mais elle ne constitue pas elle-même un objet du débat.

Si cette utilisation de la science semble bien intégrée dans le champ du journalisme environnemental, une différence peut être faite entre le sujet du réchauffement climatique, sur lequel un consensus assez large existe, et d'autres questions environnementales moins consensuelles y compris au sein de la communauté scientifique. Comme l'affirme Matthieu Quiret, journaliste aux *Echos*, « il reste beaucoup de sujets liés à l'environnement qui ne sont pas très clairs, par exemple les OGM, la science ne dit pas toujours noir et blanc, il faut se raccrocher à la science mais parfois on se retrouve un peu dans le désert »¹

Jean-Baptiste Comby souligne également que le consensus qui s'impose peu à peu vis-à-vis du traitement des questions environnementales est parallèle à l'évolution du champ de l'environnement, marqué par une déconflictualisation des enjeux et une communication accrue vers le grand public.

Si l'on suit les conclusions de Jean-Baptiste Comby, « l'écologie médiatique » a évolué depuis sa naissance dans les années 1960 en perdant au passage sa capacité critique sur le système, pour mieux s'y intégrer. Les journalistes en charge de l'environnement seraient devenus, selon lui, des « auxiliaires de l'action publique », en cela qu'ils mettent en avant des conseils pour changer les comportements individuels, jouant sur le registre de la responsabilisation du citoyen.

Face à cette institutionnalisation, les stratégies des collectifs écologistes ont évolué pour s'adapter aux contraintes du champ journalistique. Ce fut le cas lors des mouvements de contestation antinucléaire comme celui autour de l'usine de La Hague, en 1997, analysé par Olivier Baisnee (2001)². Il montre que Greenpeace, principale association dénonçant les rejets en mer de cette usine, sut développer une stratégie médiatique adaptée aux besoins des médias, à commencer par leurs contraintes de temps. Fournir des informations « clés en main », des images fortes, fut l'une des conditions du succès médiatique de la contestation, dès lors qu'elle n'avait pas accès aux « propriétaires des problèmes publics » (Gusfield, 1981), à savoir « les acteurs sociaux habilités, de par la légitimité qu'ils ont acquise (ou qu'on leur a reconnu) à formuler seuls des demandes et des jugements » (Baisnee, 2001). L'exemple témoigne d'une prise en tenaille des journalistes environnementaux, dont les contraintes de légitimation et de temps les poussent à rechercher à la fois une expertise accessible auprès des acteurs institutionnels et

¹ « Le secret des sources », émission du 13 décembre 2014, France Culture

² Baisnée, O. (2001). Publiciser le risque nucléaire. La polémique autour de la conduite de rejets en mer de l'usine de La Hague. *Politix*, n°54, p. 157-181.

scientifiques, et des images fortes que peuvent leur fournir des militants dont la contestation s'est professionnalisée au fil des années.

Cette prise en tenaille entre expertise légitime et force du militantisme écologiste peut être analysée à travers l'exemple de Sivens, symbole d'une contestation en perpétuelle évolution.

Problématique

Confrontés à l'intensification des conflits environnementaux comme celui de Sivens, et aux nouvelles stratégies militantes, par quels biais les journalistes rendent-ils compte de ces sujets ? Quelles différences peut-on trouver entre un journalisme qui se réclame plus militant, et un journalisme se réclamant plus neutre, dans le traitement du dossier du barrage de Sivens ? Les problématiques environnementales ne sont-elles pas finalement mises au second plan dans les médias par rapport aux enjeux sociaux et politiques ?

Corpus et méthodologie

J'ai choisi, pour travailler sur le traitement médiatique du barrage de Sivens, de travailler sur les productions journalistiques de quatre sites d'information. Les deux premiers sont deux journaux de presse quotidienne nationale, Le Monde et le Figaro. Les deux derniers sont deux pure-player d'information, Mediapart et Reporterre, dont les journalistes chargés des questions environnementales assument une part de militantisme, dans le discours qu'ils ont pu développer à propos de leur travail sur place. Le corpus d'articles choisis englobe pour l'essentiel les publications entre le fin août 2014 et fin novembre 2014.

En faisant ce choix, il convient de signaler que les articles portant exclusivement sur la mort de Rémi Fraisse sur le site du barrage, le 26 octobre 2014, ne seront pas pris en compte dans l'analyse du traitement journalistique de ce conflit environnemental, en cela qu'ils portent exclusivement sur un fait divers tragique. Ils ne relèvent donc pas du journalisme environnemental analysé dans ce mémoire.

J'ai également réalisé des entretiens avec une journaliste de Mediapart qui a suivi le dossier de Sivens et précédemment celui de Notre-Dame-des-Landes, et qui s'est rendue sur place, ainsi qu'avec un journaliste à Reporterre, l'un des premiers médias à avoir couvert la mobilisation de Sivens, et l'une des journalistes du Monde qui a couvert le dossier.

Plan

Les journalistes environnementaux ont déjà été confrontés à de nombreuses reprises à des conflits autour du thème de l'environnement, qui ont mis au jour des stratégies évolutives des militants vers les médias, qu'il convient de décrire en parallèle de l'évolution du journalisme environnemental (I). Ces stratégies et ces évolutions se retrouvent dans la négociation médiatique et le traitement du dossier du barrage de Sivens, soulignant les multiples contraintes que subissent les journalistes environnementaux (II). L'exemple de Sivens souligne alors l'émergence de nouveaux répertoires d'action médiatique d'une part, et d'autre part un journalisme environnemental tiraillé entre son rapport au militantisme et sa position dans le champ journalistique, menacée par le journalisme politique ou social qui s'empare des sujets environnementaux (III).

Partie I - Journalistes et militants écologistes, une évolution parallèle

L'histoire du traitement médiatique de l'environnement est l'histoire de deux champs en pleine évolution : celui du journalisme environnemental, d'une part, et celui du militantisme écologiste d'autre part.

A - Un journalisme environnemental en quête de légitimité

1 - Une brève histoire du journalisme environnemental

La question du traitement de l'environnement dans les médias en France est liée, dès son origine, à la structuration du mouvement écologiste. La presse dite « écologiste » est née à la fin des années 1960, avec pour point d'orgue la fondation en 1969 de l'Association des Journalistes écrivains pour la nature et l'environnement (JNE). Au même moment se structurait l'écologisme en tant que courant politique. En 1974 René Dumont devint ainsi le premier candidat à l'élection présidentielle à porter l'environnement non pas en tant que sujet mais plutôt en tant que positionnement politique. Plusieurs titres de presse portent alors la question environnementale dans les médias, sans que les rédactions « traditionnelles » ne s'emparent du sujet.

Des publications telles que *Sauvage*¹ ou *Combat-Nature*² assument à cette période un militantisme dans le traitement de l'information environnementale, qui se double d'une critique du système économique et politique en place. C'est ainsi que les premiers mouvements anti-nucléaires trouvent notamment écho à travers des journalistes comme Pierre Fournier, dessinateur pour le journal Hara-Kiri puis pour Charlie Hebdo, mais aussi militant. Il organise notamment en juillet 1971 un grand rassemblement antinucléaire, relayé par Charlie Hebdo, auquel participent 15 000 personnes³. Le 12 juillet, Charlie Hebdo met en scène son propre dessinateur en une du journal :

¹ Publication mensuelle lancée en avril 1973, dont la parution cessera en 1980.

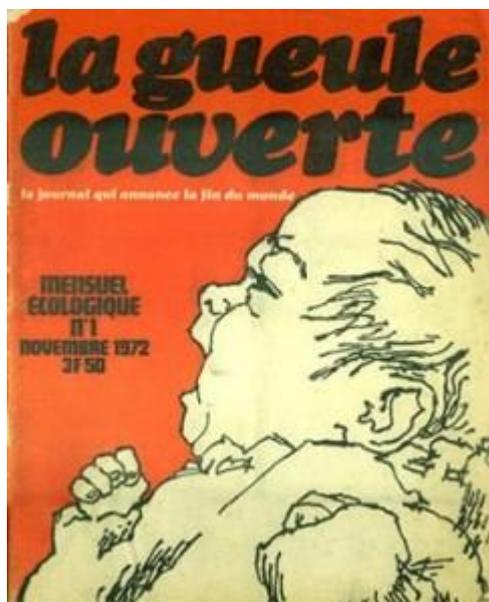
² Revue fondée en 1970, dont la parution cessera en 2005.

³ La manifestation dénonçait la centrale nucléaire de Bugey 1, construite aux yeux des opposants sans débat et sans consultation.



Numéro 34 de Charlie Hebdo, du 12 juillet 1972

En 1972, Pierre Fournier fonde La Gueule Ouverte, présenté en couverture comme un « mensuel écologique » qui « annonce la fin du monde »¹.



Premier numéro de La gueule ouverte, en novembre 1972

L'exemple de Pierre Fournier est symbolique d'un journalisme environnemental si lié aux mouvements écologistes contestataires qu'il en est l'une des antennes de communication. Mais au début des années 1980, ces revues écologistes engagées

¹ Inscriptions en une de chaque parution du magazine

disparaissent petit à petit, n'ayant pas su trouver une stabilité économique ni élargir leur lectorat en dehors du cadre des militants écologistes.

Parallèlement, les médias traditionnels ouvrent peu à peu leur porte au journalisme environnemental. Celui-ci s'institutionnalise peu à peu. Ainsi, lors de la création en 1994 de l'Association des journalistes de l'environnement¹, l'un des prérequis pour adhérer est d'être titulaire d'une carte de presse, contrairement à l'Association des Journalistes écrivains pour la nature et l'environnement fondée vingt-cinq ans auparavant. Ce mouvement correspond à « des aspirations d'autonomisation et de professionnalisation » (Comby, 2009). Autonomie vis-à-vis des mouvements écologistes, professionnalisation avec la volonté de légitimer la place du journalisme environnemental en tant que sous-champ journalistique.

Cette institutionnalisation progressive du journalisme environnemental ne trouve une structure qu'à partir des années 2000, avec la création de rubriques dédiées dans les journaux historiques de la presse quotidienne nationale. Ainsi, une rubrique « Planète », quotidienne, est créée en 2005 dans le journal « Le Monde », gérée par deux journalistes spécialement chargés des questions environnementales.

2 - Un journalisme environnemental dépolitisé ?

Dans son analyse de la médiatisation progressive de l'environnement (2009), Jean-Baptiste Comby souligne que plusieurs facteurs conduisent à dépolitiser le journalisme environnemental, né dans le giron des mouvements écologistes contestataires. L'institutionnalisation au sein des grands médias nationaux tend à « gommer progressivement les dispositions politiques » (Comby, 2009), avec une distanciation vis-à-vis du politique et une intégration croissante des règles et des contraintes du champ journalistique.

Le journalisme environnemental serait ainsi devenu plus consensuel, imposant un traitement plus épisodique des questions environnementales, lié aux obligations de temps et de format d'un journaliste, notamment dans la presse quotidienne nationale. Le traitement se fait aussi, d'après Comby, moins naturaliste et globalisant, et plus porté sur la sensibilisation, la quotidienneté, la responsabilité des lecteurs-citoyens. Cela implique « un glissement de l'écologie à l'éco-conseil », qui suppose une capacité critique moindre sur le système politique, et un processus de légitimation vis-à-vis des lecteurs avec des

¹ L'association se présente ainsi sur son site internet : « L'Association des journalistes de l'environnement (AJE) est née d'un double constat : les journalistes traitant des questions environnementales manquaient des qualifications nécessaires et leurs sujets étaient rarement considérés par leur rédaction. » Repéré le 30 avril 2015 à : <http://www.aje-environnement.com/2.aspx>

rhétoriques de responsabilisation, d'implication du citoyen dans la question environnementale.

L'institutionnalisation se joue aussi à travers l'imposition d'un agenda médiatique par des acteurs institutionnels, politiques ou scientifiques, comme ce fut le cas pour le sommet de Copenhague sur le climat en décembre 2009, ou pour la préparation de la Conférence des nations unies sur les changements climatiques, prévue fin 2015. Ces événements internationaux mettent en exergue la question climatique, offrant aux médias une fenêtre d'opportunités pour traiter des sujets environnementaux. Mais en se pliant ainsi à un agenda institutionnel, les médias perdent là encore le rôle critique qui était celui des premiers journaux traitants des problématiques environnementales. Les journalistes environnementaux ont alors davantage une fonction de légitimation des questions environnementales et écologiques auprès du grand public

B - Un militantisme écologiste en pleine évolution

1- Les premiers mouvements écologistes en France

A partir de la fin des années 1960, une contestation écologique commence à se structurer à travers diverses organisations. La Fédération Française des Sociétés de Protection de la Nature naît en 1968, Greenpeace est fondée en 1971. Créée en 1971 par Brice Lalonde, l'association Les Amis de la Terre participe à la campagne électorale de René Dumont. Ce « moment associatif », selon les termes de Pierre Rosanvallon (2004)¹ est l'occasion d'observer de nouveaux répertoires d'action, comme le note Alexis Vrignon (2012)². Aux manifestations comme celle contre le projet de centrale nucléaire de Plogoff, entre 1978 et 1981, s'ajoutent de nouvelles formes d'action : recours en justice, réunions publiques. C'est également l'époque de conflits environnementaux fondateurs, tels que celui du Larzac. En octobre 1971, le ministre de la Défense nationale Michel Debré annonce l'extension d'un camp militaire, de 3 000 à 17 000 hectares. Comme dans le cas de Sivens, la lutte est à la fois une bataille de chiffres (ici, pour déterminer combien d'agriculteurs sur la zone étaient concernés par cette extension) et une bataille de terrain, marquée par des modes de contestation très précis. Un article publié par Le Figaro le 27 octobre 2014 inscrit d'ailleurs le conflit de Sivens dans la droite lignée de celui du Larzac :

¹ Rosanvallon, P. (2004). *Le modèle politique français*. Paris : Seuil.

² Vrignon, A. (2012). *Ecologie et politique dans les années 1970*. Les Amis de la Terre en France. Vingtième Siècle, n°113, p. 179-190

« Les premiers moyens de contestation qui deviendront des modèles sont alors mis en place: grèves de la faim, marches vers Paris, désobéissance civile, intrusion dans les bâtiments et démontage des travaux »¹

Progressivement, à compter des années 1980, ces nouvelles organisations se retrouvent confrontées à un problème de structuration : les Amis de la Terre, par exemple, sont alors composés d'une « constellation de mouvements locaux » (Vrignon, 2012). Or, en dehors des contestations antinucléaires contre des projets précis, ces mouvements locaux sont assez peu politisés, et les initiatives locales se concentrent bien vite sur des actions plus consensuelles concernant le tri sélectif ou le recyclage des déchets. Ainsi, on peut observer un mouvement parallèle entre le journalisme environnemental et les mouvements écologistes : tous deux se structurent, cherchent une légitimité et non plus seulement une action critique vis-à-vis d'un système et d'une politique d'aménagement du territoire.

Cette évolution va de pair avec l'institutionnalisation croissante des partis politiques écologistes. Le parti des Verts est fondé en 1982. Il sera par la suite présent lors de toutes les échéances électorales nationales, notamment les élections présidentielles. Mais il s'éloigne des mouvements associatifs : les Amis de la Terre ne prennent pas part à ce mouvement politique.

2 - Des militants qui deviennent experts

Comme l'a montré Sylvie Ollitrault (1996)², avec leur structuration progressive, les groupes militants écologistes vont peu à peu s'approprier un savoir-faire, notamment scientifique, qui leur permet de diversifier leur répertoire d'action. Cette professionnalisation s'incarne à la fois par une nouvelle utilisation des médias et une capacité de mise en scène, mais également une expertise scientifique qui leur permet de porter un conflit environnemental sur le terrain juridique, c'est-à-dire de pénétrer des institutions qui étaient jusque-là l'apanage des « propriétaires des problèmes publics ». Sylvie Ollitrault reprend ici le concept de « circularité » employé par Anthony Giddens (1987)³, qu'il définit comme « la capacité des discours savants à être utilisés par les acteurs, à construire la réalité de leur engagement et leur capacité de légitimer les grilles d'analyse scientifiques en se les appropriant ».

¹ Bastié, E. (2014, 27 octobre). Du Larzac au barrage de Sivens : 40 ans de luttes écologiques. Le Figaro. Repéré le 21 avril 2015 à :

<http://lefigaro.fr/actualite-france/2014/10/27/01016-20141027ARTFIG00191-du-larzac-au-barrage-de-sivens-40-ans-de-luttes-ecologiques.php>

² Ollitrault, S. (1996). Science et militantisme, les transformations d'un échange circulaire. Le cas de l'écologisme français. *Politix*, n°36, p. 141-162.

³ Giddens, A. (1987). *La constitution de la société*. Paris : Presses Universitaires de France

Il est à noter que cette évolution n'est pas spécifique au champ environnemental, en cela qu'elle a pu être observée lors d'autres mouvements sociaux. Dominique Marchetti (1998)¹ note ainsi qu'une même recomposition du champ associatif fut à l'œuvre dans la mobilisation médiatique contre le sida, dans les années 1980, avec à la fois une accumulation du capital médiatique via la production d'événements destinés à fournir des images à moindre coût aux journalistes, et en parallèle une conversion de ce capital médiatique et capital politique. La structuration même des mouvements alertant des dangers du sida a évolué au fil des années : portée au début par des associations de malades, la mobilisation s'est ensuite professionnalisée, avec le développement d'une communication plus active, plus élaborée, plus experte.

Les mouvements associatifs, dans les années 1980, existent donc à la fois par leur capacité à organiser des coups médiatiques susceptibles d'intéresser les journalistes, et par leur institutionnalisation qui doit leur offrir une légitimité. Dans le cas des luttes environnementales, la dominante critique et radicale qui s'exerçait dans les années 1970 semble alors moins prégnante dans les années 1980 et 1990.

C - Avant Sivens, un contexte de renouveau des mobilisations écologistes

1 - Le retour d'une base militante critique

Un conflit tel que celui de Sivens fait écho aux mouvements contestataires des années 1970, en cela qu'une nouvelle forme de mobilisation fait son apparition à travers les Zones à Défendre (Zad), en même temps que l'on observe un retour d'une critique forte du système politique dans son ensemble. C'est notamment ce qui a marqué la journaliste chargée des questions environnementales pour le site Mediapart :

« Ce qui m'a frappé dans les discours des militants à Sivens, c'est qu'ils ne sont pas seulement des militants écologistes. Ce ne sont pas seulement des personnes qui défendent la beauté d'un paysage, leur discours a évolué pour atteindre une portée critique plus approfondie. Il y a chez eux une critique plus large d'un intérêt général qui ne serait déterminé que par des élus, une contestation de la représentativité des élus. En ça, il y a une filiation avec les mouvements écologistes des années 1970, qui portaient une même critique des choix politiques des élus »²

¹ Marchetti, D. (1998). *Les conditions de réussite d'une mobilisation médiatique et ses limites : l'exemple d'Act-Up Paris*. Paris : Presses Universitaires de France.

² Entretien réalisé le 30 avril 2015

La contestation contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, dès 2008, fut l'un des exemples de cette nouvelle forme de mobilisation. Après la parution du décret d'utilité publique du projet d'aéroport, porté depuis 2000 par la mairie de Nantes, la contestation a sans cesse grandi. Le terme de « Zone à Défendre » (Zad) apparaît ainsi en 2008. Il s'agit d'un détournement du terme juridique de « Zone d'Aménagement Différé ». Les militants montrent ici une capacité à détourner le langage institutionnel et ses logiques, en occupant le territoire médiatique. Les mêmes logiques ont gouverné aux mouvements s'opposant au barrage de Sivens. Notre-Dame-des-Landes, comme Sivens, marquent aussi la construction d'un problème public par la base. Les deux principaux mouvements organisant la lutte politique et médiatique sont le collectif du Testet et le groupe Tant qu'il y aura des bouilles, regroupant principalement les Zadistes. Les associations et mouvements écologistes ne sont venus en soutien que dans un second temps, sans avoir la main sur la communication et les stratégies de ces mouvements de lutte contre le barrage.

La radicalité d'action, à base d'occupation d'un site et de coups d'éclat médiatique, se double donc d'une nouvelle radicalité politique. Elle n'est pas sans risques, dès lors que la radicalité d'un mouvement peut conduire à le disqualifier, comme l'a montré Erik Neveu (1999)¹. C'est ainsi qu'il a pu être reproché aux Zadistes la violence de certains d'entre eux, dans certains médias. Nous verrons plus loin que la sémantique du Figaro pour couvrir le conflit de Sivens a fait la part belle au champ lexical de la violence. Pour le journaliste de Reporterre qui a couvert le conflit de Sivens de novembre 2013, le rôle du journaliste est cependant de rendre compte de toutes les violences, y compris la violence symbolique qu'exercerait le pouvoir politique par ses choix :

« La violence a été exercée des deux côtés. On ne peut pas caricaturer les zadistes en les réduisant à un groupuscule de militants violents. Il faut rappeler aussi qu'avant même la mort de Rémi Fraisse il y a eu à Sivens des affrontements violents avec les forces de l'ordre, sans que ces dernières ne soient exemptes de tout reproche. Quand on regarde Sivens, on voit que c'est avant tout l'Etat qui démolit, et c'est l'Etat qui a tué. Je crois que notre rôle de journaliste est de comprendre l'émergence de cette violence, et elle provient aussi d'une disjonction de plus en plus forte entre la société et l'Etat ».²

2 - Une nouvelle territorialité du mouvement écologiste

Le fait d'appeler « Zone à Défendre » le site occupé à Notre-Dame-des-Landes a permis de théoriser une forme d'action de désobéissance civile, de lui donner un cadre qui

¹ Neveu, E. (1999). Médias, mouvements sociaux, espaces publics. *Réseaux*, n°98, p.17-85.

² Entretien réalisé le 10 mai 2015

puisse être exportable sur d'autres zones de lutte environnementale. C'est ainsi que nombre de militants de Notre-Dame-des-Landes se sont ensuite retrouvés sur la Zad de Sivens, ou sur celle de Roybon, en Isère, contre la construction d'un Center Parcs.

La couverture journalistique de la contestation contre le barrage de Sivens est ainsi fortement liée à cette mise en réseau de différentes luttes environnementales. Il s'agit encore une fois d'une stratégie médiatique qui permet de donner une autre dimension à des mouvements à l'origine ultra-localisés, apparus contre un projet très précis. Les premiers articles consacrés à Sivens dans différents médias. Le 27 octobre 2014, Le Figaro titre « Du Larzac au barrage de Sivens, quarante ans de luttes environnementales ». Dans un autre registre, le premier article de Mediapart, consacré à Sivens et daté du 19 septembre 2014, s'intitule « Barrage du Tarn, ferme des mille vaches : de nouveaux conflits pour le développement durable ».

Cette mise en relation de plusieurs mouvements écologistes vise également pour les groupes écologistes à sortir d'une couverture des mouvements sociaux trop restrictive. Comme l'a montré Erik Neveu (1999), le risque pour les mouvements sociaux est de n'exister qu'à travers trois biais journalistiques. Le premier consiste à couvrir ces luttes en décrivant un univers « de pittoresque et de spectacle ». Le deuxième est de recourir à des experts qui le théorisent, en le coupant de ses racines locales et de l'origine précise de la contestation. Le troisième est d'employer un discours « pique, mythologique », susceptible de déprécier l'aspect réaliste et concret du mouvement. L'enjeu pour les mouvements sociaux, comme le conclut Erik Neveu, est de parvenir à s'imposer dans les médias en tant qu'un objet de changement social, de rapports de forces. Il est aussi de parvenir à créer un espace public à part entière, porteur d'enjeux sociaux. Or, à travers Notre-Dame-des-Landes, puis Sivens ou encore Roybon, les mouvements écologistes sont parvenus à créer une double territorialité pour leur action : la première, ultra-locale, s'est fondée sur l'occupation des sites concernés par les zadistes, qui sont parvenus à créer un microcosme local, comme en témoigne la journaliste de Mediapart envoyée sur place :

« Il y avait une diversité d'acteurs impressionnante sur la Zad de Sivens. Des étudiants, des militants de longue date, des personnes qui sont à la marge de la société. Toutes ces personnalités différentes sont parvenues à trouver un fonctionnement, à créer une société dans laquelle s'est développée un savoir-faire, vis-à-vis de nous journalistes, mais aussi un savoir vis-à-vis du projet. Cela montre que c'est autre chose que l'œuvre de quelques extrémistes égarés dans le Tarn »¹.

¹ Entretien réalisé le 30 avril 2015

L'autre territorialité de ces mouvements écologistes s'incarne à travers ce réseau de Zad, légitimant auprès des médias le discours critique portée sur des politiques publiques d'aménagement du territoire décidées par des élus. Ce double enracinement des mouvements de luttes écologiques offre de nouvelles clés de lecture aux médias, qui viennent s'ajouter à l'utilisation de stratégies plus classiques de productions d'images fortes et d'événements susceptibles d'intéresser les journalistes. Militants et journalistes sont ainsi dans une « position d'associés-rivaux », pour reprendre les termes de Patrick Champagne, en cela que les nouveaux mouvements écologistes tels que ceux de Notre-Dame-des-Landes ou Sivens offrent des possibilités de couverture médiatique nouvelles aux journalistes, mais les placent aussi sous la contrainte de stratégies de communication sur lesquelles les journalistes environnementaux se doivent de garder du recul, pour que leur légitimité ne soit pas affaiblie au sein du champ journalistique.

3 - Le nouveau défi proposé aux journalistes environnementaux

Ce retour sur l'histoire du journalisme environnemental, et sur celle du militantisme écologiste, met en évidence les différents défis auxquels les journalistes chargés des questions environnementales ont pu être confrontés lors du traitement de la contestation contre le barrage de Sivens. Avant d'analyser les contenus journalistiques publiés à propos de Sivens, il convient d'avoir à l'esprit qu'il s'inscrit dans une période charnière pour le journalisme environnemental, arrivé au bout d'une logique d'institutionnalisation et de légitimation, qui se retrouve confronté à la mutation des mouvements écologistes qui s'apparente à un retour aux sources, celles des années 1970 et d'un militantisme écologiste très critique, porteur d'une dénonciation du système politique représentatif. Il sera ainsi intéressant d'observer comment le journalisme environnemental s'est emparé de Sivens, au regard des contraintes qui ont accompagné son intégration progressive dans le champ journalistique, et de celles que constituent les nouvelles stratégies des mouvements écologistes dans le cas d'un conflit comme Sivens.

L'analyse des différentes productions journalistiques à propos du barrage de Sivens peut ainsi se faire sur la base de la typologie théorisée par Erik Neveu à propos des mouvements sociaux. Les opposants au barrage de Sivens, et notamment les zadistes, sont-ils dépeints à travers l'un des trois biais évoqués plus haut (le spectaculaire, le regard d'experts ou le discours épique), ou peut-on trouver dans la couverture journalistique de Sivens une réflexion plus large sur les implications de ce mouvement parmi d'autres ? Quels sont, enfin, les points communs et les différences entre des médias porteurs d'un discours critique sur ces grands projets (Reporterre et Mediapart) et des médias a priori plus prudents dans leur couverture et leur discours (Le Monde et Le Figaro) ?

Partie II - La lutte contre le barrage de Sivens : les journalistes environnementaux sous contraintes

A - Enjeux et contexte de la lutte contre le barrage de Sivens

1- Le projet de barrage

Les premiers projets de barrage sur la zone humide du Testet, dans le Tarn, remontent à 1969. Le projet actuel a été initié en 2001, par la voie d'un rapport d'études commandé à la Compagnie d'aménagement des coteaux de Gascogne (CACG). Il s'agit d'une retenue d'eau d'1,5 millions de mètres cube, sur une zone de 38 hectares, entre Tarn et Tarn-et-Garonne, ayant pour objectif de maintenir le débit de la rivière et d'assurer l'irrigation des cultures de maïs situées en aval du projet de barrage. Le nombre d'agriculteurs qui bénéficieraient d'un tel projet fait débat : « au profit de 81 exploitants agricoles selon les chambres d'agriculture locales, 19 selon les opposants », comme le relate le premier article du Monde consacré à la lutte contre le barrage de Sivens, daté du 8 septembre 2014¹.

Dès 2011, après la première présentation publique du projet, un collectif de sauvegarde de la zone humide du Testet est créé. Il mène alors des activités d'information auprès de la population locale. Ces activités prennent une forme assez classique. Le 23 octobre 2011, une randonnée-découverte est organisée par ce collectif sur les lieux du site, pour présenter son intérêt écologique². Le discours du collectif est alors assez peu critique, davantage porté sur la promotion du développement durable, comme en témoigne la déclaration du collectif à la préfecture, datée du 30 juin 2012 :

« sauvegarder la zone humide du Testet en tête de bassin de la vallée du Tescou (Tarn) ; promouvoir la restauration d'anciennes zones humides de ce bassin pour leur valorisation et plus largement restaurer la vitalité écologique et la continuité écologique de la rivière et du bassin ; le collectif défend une gestion partagée de l'eau du bassin adaptée à la ressource disponible et non destructrice des écosystèmes ; elle se place dans une logique de développement durable c'est-à-dire d'une économie respectueuse de l'environnement et socialement équitable dans une démarche d'intérêt général. »³

¹ Valo. M. (2014, 8 septembre). Tensions dans le Tarn, où le barrage de Sivens attise la guerre de l'eau. Le Monde. Repéré le 15 avril 2015 à :

http://lemonde.fr/planete/article/2014/09/08/tensions-dans-le-tarn-ou-le-barrage-de-sivens-attise-la-guerre-de-l-eau_4483492_3244.html

² La Dépêche, 22 octobre 2011. A lire ici : <http://www.ladepeche.fr/article/2011/10/22/1198747-randonnee-decouverte-dimanche-pour-la-sauvegarde-de-la-zone-humide-du-testet.html>

³ Journal Officiel du 30/06/2012

Fin 2013, après la signature d'un arrêté de déclaration d'utilité publique, et d'un autre arrêté de déclaration d'intérêt général, par les préfets du Tarn et du Tarn-et-Garonne, le conflit est porté sur le terrain judiciaire par le collectif de sauvegarde de la zone humide, qui dépose deux recours le 15 novembre 2013. Le premier concerne l'arrêté déclarant le projet d'intérêt général, le second l'arrêté préfectoral autorisant le prélèvement des espèces protégées. Au même moment, un nouveau collectif est créé, nommé « Tant qu'il y aura des bouilles ». Ses membres occupent la zone du futur chantier à partir du mois d'octobre 2013. Malgré deux expulsions des occupants aux mois de février puis de mai 2014, la zone est à nouveau occupée lorsque doit commencer le déboisement de la forêt, le 1^{er} septembre 2014. C'est à ce moment-là que la couverture de ce conflit dans les grands médias nationaux débute. Le premier article du Figaro est daté du 29 août 2014. Celui du Monde, du 8 septembre 2014. Mediapart évoque pour la première fois le dossier en détail le 19 septembre 2014. Dans le corpus sélectionné pour cette analyse, Reporterre fait exception puisque le journaliste qui suivra par la suite toute l'évolution du dossier, publie un premier reportage sur le site dès le 28 novembre 2013, c'est-à-dire quelques semaines après le début de la première occupation du site du barrage par les zadistes.

2 - Une couverture médiatique progressive

Cette brève mise en contexte du conflit de Sivens permet d'ores et déjà de constater une différence de traitement entre un journaliste environnemental travaillant pour un média spécialisé (Reporterre) et des journalistes environnementaux dans des médias généralistes soumis à d'autres contraintes. Il sera utile par la suite de comparer les différences de traitement entre Reporterre et les autres médias, dès lors que le reporter du site ne se voit pas comme un journaliste en marge de ses confrères :

« Nous avons eu une forme d'engagement si l'on considère que l'on a pris conscience, très tôt, de l'importance d'une lutte comme celle de Sivens, de la même manière que nous l'avions fait pour Notre-Dame-des-Landes. Pour autant, nous avons donné la parole aux partisans du barrage comme aux opposants, nous avons effectué un travail journalistique qui n'est pas différent de celui qui a pu être effectué dans d'autres médias ».¹

Le début de la couverture médiatique des médias généralistes, entre fin août et mi-septembre 2014, semble indiquer une mise à l'agenda du dossier de Sivens sous la contrainte d'une image forte, celle des opposants au barrage faisant face aux premiers engins de déboisement arrivés sur les lieux le 1^{er} septembre 2014. Les premiers articles du Monde et

¹ Entretien du 10 mai 2015

Figaro prennent d'ailleurs pour accroche, dans leurs premières lignes, les affrontements entre zadistes et forces de l'ordre :

« Campement de fortune dans les bois, installation de tentes, de caravanes, occupation des lieux 24 heures sur 24 et bras de fer régulier avec les forces de l'ordre: tel est le climat qui règne désormais près de Lisle-sur-Tarn dans le nord-ouest du département, au pied de la forêt de Sivens »¹

« Lundi 8 septembre au matin, aux abords de la forêt de Sivens, dans le Tarn, les forces de l'ordre ont chargé une fois de plus le cortège de voitures et de tracteurs des opposants au barrage qui va provoquer la destruction de 13 hectares de zones humides entre Lisle-sur-Tarn et Gaillac. Deux barrages sur la route départementale ont tenu un bon moment suscitant des embouteillages, tandis que dans les bois, à proximité immédiate du chantier, cinq personnes s'étaient enterrées pour empêcher la progression des engins des bûcherons. Il y a eu des blessés et des interpellations. »²

Le ton est similaire, alors que l'article du Monde est un reportage sur place, tandis que l'article du Figaro a été écrit à distance, sur la base de témoignages d'observateurs. Pour comparaison, le ton du premier article publié dans Reporterre, dix mois auparavant, est bien différent :

« Quittant la départementale reliant Gaillac et Montauban, la route sillonne en plein campagne en direction de la maison forestière de Sivens, appréciée des habitants de ce petit coin du Tarn pour son calme et la beauté des lieux. L'automne a paré ses habits ocres tandis que les chasseurs venus guetter le gibier portent le gilet orange fluo : « *Le barrage de Sivens ? Oh, vous savez, on ira chasser ailleurs* », disent-ils. »³

Ces différents articles, qui marquent chacun le début de la couverture de Sivens par leurs médias respectifs, correspondent à deux moments médiatiques et politiques bien différents. Quand le journaliste de Reporterre se rend pour la première fois à Sivens, l'occupation des lieux est très récente et n'a pas encore donné lieu à des affrontements avec les forces de l'ordre ou la population locale, comme cela sera le cas dans les mois qui suivront. Au contraire, les articles publiés à partir d'août 2014 relatent une situation plus tendue. La mise à l'agenda de la problématique environnementale déjà existante depuis plusieurs mois se fait donc à travers le prisme de la violence, une violence qui mènera à la mort de Rémi Fraisse et à une focalisation médiatique accrue. La journaliste au service

¹ Négroni, A. (2014, 29 août). Tarn, un projet de barrage déchaîne la violence. Le Figaro. Repéré le 21 avril 2015 à : <http://lefigaro.fr/actualite-france/2014/08/29/01016-20140829ARTFIG00059-tarn-un-projet-de-barrage-dechaîne-la-violence.php>

² Valo, M. (2014, 8 septembre). Tensions dans le Tarn, où le barrage de Sivens attise la guerre de l'eau. Le Monde. Repéré le 15 avril 2015 à : http://lemonde.fr/planete/article/2014/09/08/tensions-dans-le-tarn-ou-le-barrage-de-sivens-attise-la-guerre-de-l-eau_4483492_3244.html

³ Souchay, G. (2013, 28 novembre). Dans le Tarn, les citoyens font barrage pour sauver une zone humide. Reporterre. Repéré le 23 avril 2015 à : <http://www.reporterre.net/Dans-le-Tarn-les-citoyens-ont>

Planète du Monde qui s'est rendue à Sivens pour rédiger le premier article du journal sur le sujet reconnaît :

« Ce sont en partie les affrontements entre opposants et forces de l'ordre, et cette montée de la tension, qui nous ont poussé à regarder Sivens de plus près, même si nous suivions le dossier depuis plusieurs mois. A ce moment-là, le conflit a pris une autre ampleur. »¹

B- Des militants de Sivens devenus experts scientifiques et communicants professionnels

Cette mise à l'agenda accélérée par la tension a conduit Sivens au cœur de l'attention médiatique. Les militants, et tout particulièrement les zadistes, ont alors développé des stratégies de communication assez poussées, pour éviter que cette soudaine ruée des médias vers le Tarn ne les conduise à perdre le contrôle de leur image et à décrédibiliser leur discours critique envers le projet de barrage, et plus largement envers la prise de décision qui conduisit au projet.

1- Les stratégies médiatiques des militants de Sivens

Créé en octobre 2013, le collectif « Tant qu'il y aura des bouilles » s'est doté au mois de décembre de la même année d'un site internet², sur lequel les zadistes organisent leur propre communication. Le collectif possède également deux numéros de téléphone portable dédiés à l'information sur ce qu'il se passe au sein de la Zad. Dans les articles publiés sur son blog d'information, le collectif appelle notamment les internautes à faire pression auprès du Conseil Général du Tarn, à envoyer des lettres mais aussi à témoigner de la violence policière dénoncée par le collectif, en faisant circuler les vidéos qui en attesteraient. Une stratégie « d'auto-médias », comme le collectif le formule lui-même sur son site, qui va de pair avec une certaine méfiance envers les médias traditionnels, comme l'exprime le journaliste de Reporterre :

« Ces opposants ont besoin des médias pour que leur lutte prenne une dimension nationale. En même temps, ils se méfient des effets pervers que peuvent avoir les médias et tiennent à contrôler leur communication. Il m'a fallu plusieurs jours, plusieurs reportages sur place pour qu'une relation de confiance puisse s'installer. Quand bien même j'étais un journaliste pour Reporterre, je restai un journaliste »³

¹ Entretien du 17 mai 2015

² tantquilyauradesbouilles.wordpress.com

³ Entretien réalisé le 10 mai 2015

Cette méfiance s'est incarnée à Sivens de différentes manières, notamment par le simple fait pour les militants de ne pas donner leur vrai prénom aux journalistes, comme le relate Le Monde le 29 octobre 2014 :

« Camille est le prénom générique donné aux médias par les militants refusant de donner leur identité »¹

Ce faisant, les militants gardent la main sur leur image. Ils créent aussi un effet de cohésion auprès des médias : malgré la grande diversité déjà évoquée des militants présents sur le site de la Zad, tous sont avant tout des Camille qui se réclament d'un même mot d'ordre, à savoir le refus d'une prise de décision publique sans consultation réelle, et d'une acceptation passive des choix provenant des institutions de la démocratie représentative.

Cette professionnalisation de la communication des militants est à mettre en lien avec leur capacité d'expertise croissante : le terme de « bataille juridique », employé par Le Monde le 29 octobre 2014, symbolise bien la multiplicité des recours engagés par les opposants au barrage de Sivens contre le projet, depuis le mois de novembre 2013. Les militants effectuent ainsi un travail d'information auprès de leurs sympathisants, qui a aussi une vocation à être diffusé au plus grand nombre. Les recours juridiques leur permettent également d'agir sur l'agenda médiatique en créant des échéances judiciaires.

2 - Des médias commentateurs de ces stratégies

Les productions journalistiques à propos du barrage de Sivens ne masquent pas cette professionnalisation de la communication des mouvements écologistes. « La Zad du Testet apprivoise les journalistes », titre Reporterre le 1^{er} novembre 2014. Cette volonté de contrôle de la parole médiatique est bien décrite par le journaliste dans cet article, dans les lignes qui suivent :

« Sur la Zad en ce début d'après-midi, l'ambiance est calme. Mais très vite, les instructions tombent : « *Pour les journalistes, les visites et photos sont entre 12 et 14 heures* ». Un collègue journaliste vit assez mal la contrainte de suivre ces obligations. « *Je veux juste prendre une photo !* » La discussion s'engage avec nous et un occupant sur le métier et sa précarité, le collègue finira par avoir ce qu'il cherchait. C'est que la Zad n'est pas un moulin, il faut connaître, avoir vu, compris aussi des modes de fonctionnement. Ainsi, ici, on demande systématiquement pour prendre une photo ou

¹ Valo. M. (2014, 24 octobre). Dans le Tarn, au bord du Tescou, le barrage de trop ? Le Monde. Repéré le 15 avril 2015 à :

http://lemonde.fr/planete/article/2014/10/24/dans-le-tarn-au-bord-du-tescou-le-barrage-de-trop_4511730_3244.html

un enregistrement sonore. Ce qui paraît extraordinaire n'est autre qu'une simple protection de la vie privée des personnes. Non, les lieux ne sont pas un espace public, pas un terrain neutre. Qu'ils le veuillent ou non, les journalistes doivent s'adapter au mode de fonctionnement de Zad, à la vie et aux envies sur place. »¹

Les articles de Reporterre rendaient déjà compte de cette volonté « d'apprivoiser » les journalistes, bien avant la forte médiatisation du conflit de Sivens, en février 2014 :

« Malgré nos demandes, nous n'aurons pas le droit de prendre de photos des personnes présentes. La communication avec nous est réduite et souvent empreinte de méfiance. »²

Ou encore, un peu plus loin dans le même article :

« Du fait de la gravité de la situation et des nécessités de confidentialité, nous devons quitter la réunion de ce dimanche au moment où est abordé le plan d'action en cas d'expulsion »³

Ainsi le terme « d'associés-rivaux » utilisé par Patrick Champagne apparaît pertinent dans le cas du traitement journalistique de Sivens. Les journalistes sont tout à la fois un relais nécessaire pour les revendications des militants opposés au projet de barrage, et une source de perte de contrôle d'une communication murement réfléchie et travaillée.

3 - Le défi de l'expertise scientifique

En plus de ces relations ambivalentes avec les militants, les journalistes environnementaux ont dû composer avec la complexité scientifique du projet et la succession d'expertises et contre-expertises, puis la succession de recours juridiques, lorsqu'il s'est agi de traiter de la question purement environnementale du barrage, nonobstant le mouvement de lutte écologiste et social qui a conduit les médias à se pencher sur ce dossier. Comme évoqué précédemment, le nombre d'agriculteurs bénéficiant du futur barrage a fait l'objet de diverses appréciations : 81 selon la chambre d'agriculture du Tarn, une vingtaine selon les calculs des opposants. Entre les deux, le Conseil général de l'Environnement et du Développement Durable (CGEDD), dans un rapport d'octobre 2014, fixe à 70 le nombre d'agriculteurs potentiellement intéressés par un tel barrage, mais à 30 le nombre d'exploitants qui pompent chaque année dans la retenue d'eau du Tescou.

¹ Souchay, G. (2014, 1^{er} novembre). La Zad du Testet apprivoise les journalistes et essaye la cacatapulte. Reporterre. Repéré le 23 avril 2015 à :

<http://www.reporterre.net/La-Zad-du-Testet-apprivoise-les>

² ibid.

³ ibid.

Pour les journalistes environnementaux, difficile de faire le tri entre ces informations contradictoires et les nombreuses expertises proposées, comme le reconnaît la journaliste au service Planète du Monde :

« Notre rôle est de montrer que ces éléments contradictoires existent, et de les mettre en avant. Je ne suis pas une juge qui décide si telle ou telle expertise est la bonne, mais je dois relayer les débats qui ont lieu sur le sujet. On sait de toute façon que l'on a affaire à des modes de calcul biaisés des deux côtés, un peu comme lorsque l'on comptabilise les manifestants. Sauf que s'il est possible pour un journaliste de faire sa propre estimation du nombre de manifestants, c'est plus difficile de s'improviser expert en barrage ! »¹

Ainsi les journalistes environnementaux se voient contraints de composer avec d'un côté la complexité du sujet, de l'autre avec les stratégies de communication développées chez les partisans comme les opposants au barrage.

C - Des approches journalistiques différentes

Une fois décrites ces contraintes qui ont pesé sur le travail de tous les journalistes chargés de traiter le dossier du barrage de Sivens, on peut analyser les contenus publiés dans le corpus choisi pour montrer les points communs et les différences entre différents médias. Ces productions journalistiques, en dehors des reprises de dépêches AFP, peuvent être classées en cinq catégories : les reportages, issus d'un travail d'un journaliste sur le terrain ; des enquêtes ; des articles de synthèse ou de compte-rendu ; des articles d'analyse mettant en lien Sivens avec d'autres luttes environnementales ; et des éditoriaux.

1 - Le Monde

Le premier article publié sur le monde.fr le 8 septembre 2014 est un reportage, d'une journaliste au service Planète du journal. Il insiste sur les « tensions » qui entourent le projet ainsi que sur la « radicalisation » de certains opposants, tout en remettant en contexte les enjeux autour du projet et les différents recours juridiques en cours. Entre le 8 septembre 2014 et le 28 novembre 2014, treize articles sont publiés portant sur le barrage de Sivens, ses oppositions, ses partisans ou encore sur les recours autour du projet. Trois d'entre eux sont des reportages, deux auprès des opposants, un auprès des agriculteurs favorables au projet de barrage. Quatre sont des articles d'enquête sur « un dossier en tache de conflits d'intérêt » (03/11) ou sur la procédure d'infraction ouverte par la Commission Européenne (26/11). Un article et une vidéo de synthèse sont également à relever. Les quatre articles restants sont des

¹ Entretien réalisé le 17 mai 2015

analyses faisant de Sivens « un symbole de la lutte contre les projets surdimensionnés » (27/10) ou un « symptôme des méfaits de la décentralisation » (30/10).

On peut ici noter le glissement progressif des articles du Monde : les premiers sont des articles de reportage qui mettent en avant les enjeux du barrage et les luttes locales, sans généraliser et en donnant la parole aux partisans comme aux opposants. Puis le ton se fait plus critique après le drame de la mort de Rémi Fraisse, le 26 octobre. Si Le Monde titrait encore sous forme interrogative « Dans le Tarn, au bord du Tescou, le barrage de trop ? », le 24 octobre, il intitule une vidéo « Sivens, le barrage de trop », cette fois sans point d'interrogation, le 29 octobre. Dans cette vidéo une journaliste au service Planète du Monde, met en avant la proximité de Sivens avec la contestation de Notre-Dame-des-Landes et sa vision apparaît plus engagée sur le projet et la manière dont il a été mené par le Conseil Général du Tarn.

« Ce qui est effrayant, c'est qu'il y a eu un refus du dialogue du Conseil Général du Tarn assez affligeant »¹

Des propos qu'elle assume, en expliquant pourquoi cela ne fait pas d'elle une militante écologiste :

« Je ne suis pas arrivée à Sivens en me disant qu'il y avait d'un côté les gentils zadistes et le méchant Conseil Général. Mais en enquêtant sur le sujet, j'ai pu voir tous les conflits d'intérêts qui avaient gouverné à ce projet, toutes les violences qui ont été perpétrées quotidiennement. Alors, oui, lorsque l'on a des éléments sur lesquels s'appuyer, il y a sans doute une part d'engagement et des réserves qui se lèvent pour évoquer un sujet. Ça ne nous a pas empêché, par ailleurs, de donner la parole aux agriculteurs favorables à ce projet de barrage »²

Cette politisation progressive du discours sur le barrage de Sivens est symbolisée par la diversité des journalistes chargés de traiter le dossier. Ainsi, si le premier reportage du 8 septembre 2014 était l'œuvre d'une journaliste du service Planète du quotidien, le second publié le 29 octobre 2014 est rédigé par un journaliste politique. La lutte environnementale devient alors avant tout lutte sociale et politique, les enjeux de ce barrage passant au second plan par rapport aux affrontements se déroulant sur le site du futur chantier. L'environnement n'existe plus dès lors, dans les articles du Monde, que dans une montée en généralité qui prive les journalistes environnementaux de leur sujet au profit des journalistes politiques du quotidien. La journaliste nuance :

¹ « Sivens, le barrage de trop », vidéo publiée sur lemonde.fr, 29 octobre 2014

² Entretien du 17 mai 2015

« Il est vrai que le sujet est devenu bien plus qu'un sujet environnemental, bien plus que la question d'un barrage qui était un projet de taille relativement modeste par rapport à celui de Notre-Dame-des-Landes par exemple. Mais était-ce pour autant une dépossession ? J'ai continué à enquêter sur le sujet malgré tout. Et l'environnement est un sujet qui aura toujours des implications politiques et sociales, Sivens n'a fait que rappeler cette évidence, à mes yeux »¹

Cette focalisation sur l'aspect social du conflit autour du barrage de Sivens était déjà présente dans les articles précédant la mort de Rémi Fraisse, sans pour autant faire l'objet d'articles d'analyses à part entière. Ainsi le 24 octobre la journaliste du Monde écrit :

« Les mobilisations ne se tiennent plus au nom de la grenouille rieuse, du rossignol Philomène et du campagnol amphibie, mais contre un barrage de trop »

2 - Mediapart

L'exemple de Mediapart est à relier à celui du Monde, en cela que plusieurs journalistes ont travaillé sur le dossier en dehors de la journaliste environnementale, qui a réalisé les reportages pour le site d'information. Une différence notable existe entre Mediapart et le Monde : le premier a immédiatement développé une lecture politique du conflit autour du barrage de Sivens, avant même tout reportage sur place, comme en témoigne le premier article de Mediapart sur le sujet, déjà évoqué précédemment, mettant en relation Sivens et le conflit de la ferme des mille vaches pour en faire des étendards de nouvelles formes de luttes pour le développement durable. C'est le seul article publié par Mediapart avant la mort de Rémi Fraisse, suite à laquelle le site d'investigation consacre la majorité de ses enquêtes aux suites de cette affaire et à la violence policière. La journaliste chargée de l'environnement se rend sur place la dernière semaine d'octobre 2014.

Mediapart consacre par la suite deux articles aux irrégularités entourant le projet du barrage, qui pointent le rôle de « l'agrobusiness » et de « conflits d'intérêt » (29/10) ou encore « les dérives d'un socialisme de notable » (31/10). Ces articles ne sont pas rédigés par la journaliste environnementale mais par des journalistes politiques de Mediapart. Ainsi à l'image du Monde il y a dépossession d'une problématique environnementale pour faire de Sivens l'exemple d'une lutte sociale qui serait symptomatique de dérives institutionnelles à diverses échelles, du Conseil Général à l'Etat en passant les tenants d'une agriculture intensive. En dehors d'un reportage écrit publié le 1^{er} novembre, Mediapart met également en

¹ ibid.

ligne un reportage photographique au sein de la Zad. La journaliste environnementale explique ce cadrage politique de Sivens par Mediapart :

« Sivens, ce n'est pas seulement un petit projet de barrage dans le Tarn, avec un tout petit nombre d'activistes. C'est devenu le symbole d'autre chose. Les opposants à ce projet n'en restent pas à une opposition frontale, ils ont également des propositions et un discours critique. Et ce discours critique est étayé par les faits que plusieurs enquêtes, à Mediapart ou ailleurs, ont mis au jour, notamment l'absence de consultation sur ce projet et les conflits d'intérêt. On ne peut pas se contenter de décrire une petite lutte entre partisans et opposants d'un barrage, alors que c'est révélateur d'une politique d'aménagement du territoire qui se fait sans transparence (...) Et évidemment qu'après la mort de Rémi Fraisse, cette généralisation était nécessaire et notre rôle de journaliste est de remettre en contexte ce genre de conflits, qui expriment aussi un décalage entre la gravité de dérèglement climatique et l'inertie des politiques qui continuent leurs grands projets »¹

Si Mediapart insiste donc sur des aspects politico-judiciaires du barrage de Sivens, il est à noter que ce n'est pas le seul angle d'approche, l'autre étant la mise en avant de la question du dérèglement climatique qui serait mise de côté dans les grands projets d'aménagement du territoire. Cette volonté de lier un projet comme celui de Sivens, à une considération beaucoup plus globalisante sur le changement climatique, peut être observé dans l'article du 18 septembre 2014 qui met en contexte le conflit autour du barrage de Sivens, notamment dans les phrases suivantes :

« Et pourtant, avec le barrage de Sivens, les pouvoirs publics poursuivent une politique d'équipement envisagée sous l'angle d'un approvisionnement toujours croissant, et non d'investissement pour réduire les besoins. Comme si à leurs yeux le dérèglement climatique n'existait toujours pas »²

Ce cadrage éditorial de Mediapart s'inscrit dans la logique de l'évolution du journalisme environnemental évoquée plus haut, à savoir la prépondérance de questions globales mises en relations avec les gestes et les initiatives utiles pour agir sur ce global. Plutôt que de promouvoir des gestes pour la planète, Mediapart pointe du doigt les projets institutionnels, y compris très localisés comme celui de Sivens, qui participent d'une disjonction croissante entre les observations scientifiques sur le dérèglement climatique et des projets d'infrastructure comme Sivens, envisagé dès les années 1960 et repris dans les grandes

¹ Entretien réalisé le 30 avril 2015

² Lindgaard, J. (2014, 19 septembre). Barrage du Tarn, ferme des mille vaches: de nouveaux conflits pour le développement durable. Mediapart. Repéré le 18 avril 2015 à <http://www.mediapart.fr/journal/france/190914/barrage-du-tarn-ferme-des-mille-vaches-de-nouveaux-conflits-pour-le-developpement-durable>

lignes au début des années 2000. Ici, bien plus que « l'auxiliaire de l'action publique » formulé par Jean-Baptiste Comby, Mediapart semble se comporter en vigile de l'action publique. La journaliste chargée de l'environnement ne conteste pas l'expression :

« Oui, en quelque sorte le journaliste est un vigile Sur un sujet tel que l'environnement, il y a une forme d'implication, voire d'engagement, parce que les conséquences sont importantes. Et des conflits comme Sivens sont importants pour offrir un point d'ancrage à la réflexion sur la manière dont les politiques sont menées, et sur la manière dont elles ignorent une réalité écologique.¹

Pour Mediapart comme pour Le Monde, on observe une tendance de re-politisation de questions environnementales devenues très institutionnelles à partir des années 1980, en parallèle de l'institutionnalisation de mouvements écologistes, politiques ou associatifs. L'environnement tel qu'il est traité par Mediapart à travers le barrage de Sivens est le point de départ d'une réflexion politique et sociale plus profonde, si bien que les problématiques purement environnementales sont immédiatement regardées à travers ce prisme critique. Une forme d'engagement qui conduit paradoxalement le journaliste environnemental à devenir non pas un auxiliaire de l'action publique, mais davantage un auxiliaire médiatique d'une ligne et d'une réflexion politiques.

Cette même observation peut être effectuée en analysant les productions journalistiques du site Reporterre, dédié aux questions écologiques, à propos de Sivens.

3 - Reporterre

Le chapô du premier article de Reporterre sur Sivens, le 28 novembre 2013, donne une première idée du cadrage employé par ce média dans sa couverture du conflit :

« À Lisle-sur-Tarn, au bord du Tescou, des citoyens se mobilisent pour sauver une zone humide boisée. Elle est menacée par un projet de barrage visant l'irrigation intensive de quelques exploitants agricoles. A un coût pharamineux. »²

Entre le 27 août et le 25 octobre 2014, Reporterre consacre pas moins quinze articles de reportage aux côtés des opposants au barrage, pour deux articles d'analyse sur la position de la ministre de l'écologie, Ségolène Royal, sur ce dossier. Le premier article donnant la parole aux pro-barrage, à l'occasion d'une manifestation, est publié le 15 novembre 2014. Faut-il en déduire que le journalisme environnemental en est réduit à un rôle de canal de

¹ Entretien réalisé le 30 avril 2015

² Souchay, G. (2013, 28 novembre). Dans le Tarn, les citoyens font barrage pour sauver une zone humide. Reporterre. Repéré le 23 avril 2015 à :

<http://www.reporterre.net/Dans-le-Tarn-les-citoyens-font>

communication des positions des militants écologistes ? La critique rejoint celle observée par Dominique Marchetti dans son analyse des sous-champs spécialisés du journalisme, à savoir le risque pour des journalistes spécialisés très dépendants de leurs sources de n'être que des « porte-parole de l'espace social dont ils parlent » (Marchetti, 2002), se faisant ainsi les vecteurs d'une vision partielle et partielle de l'information. Le journaliste de Reporterre nuance :

« Etre aux côtés des zadistes ne signifiait pas reprendre tels quels leurs éléments de communication, mais simplement écouter ce qu'ils avaient à dire. Je pars du principe que ces acteurs ont assez peu accès aux arènes médiatiques traditionnels, contrairement aux porteurs du projet ou à ses partisans. Ce n'est pas tant un déséquilibre qu'un rééquilibrage de la parole publique, que de chercher à comprendre ces militants. Ma démarche aurait été militante, et contraire au professionnalisme, si je m'étais contenté de ces témoignages. Ce n'est pas le cas »¹

Dans son reportage du 3 septembre 2014, le journaliste ne se prive pas de noter l'afflux de médias jusqu'ici absents de la zone :

« Le sujet a désormais sa place, à la suite de Reporterre, dans l'agenda médiatique national »²

Dans ses reportages, le journaliste emploie le champ lexical de la violence, et parfois une certaine ironie. On lit ainsi dans les titres des articles publiés par Reporterre au mois de septembre : « Au Testet, la police stimule la croissance en coupant des arbres » (02/09), « la police redouble de violence » (03/09), « le massacre des arbres continue (06/09), « Les enterrés du Testet, courageux et pacifiques, face à la violence de l'Etat » ou encore « à la violence de l'Etat, les résistants opposent... la générosité » (15/09). Ici, les formulations sont assez proches de celles que l'on peut trouver aux mêmes dates sur le site du collectif « Tant qu'il y aura des bouilles ».

Alors que Mediapart et Le Monde, s'ils développent un discours critique, favorisent l'analyse et l'enquête à un travail de reportage, les nombreux articles publiés sur Reporterre plongent le lecteur au cœur de la zone de conflit. On trouve néanmoins le même accent sur le caractère politique et social de la lutte, en cela qu'une grande place est consacrée aux militants, à leurs motivations, à leur discours politique et à leur parcours.

¹ Entretien réalisé le 10 mai 2015

² Souchay, G. (2014, 3 septembre) Au Testet, deuxième jour du déboisement, la police redouble de violence Reporterre. Repéré le 23 avril 2015 à :

<http://www.reporterre.net/Au-Testet-deuxieme-jour-du>

Si Mediapart et Le Monde insistaient davantage, dans leurs articles de reportage, sur le côté « spectaculaire » ou « pittoresque » de certains manifestants, pour reprendre la formulation et la typologie d'Erik Neveu, les articles de Reporterre relèvent davantage du troisième biais observé par le chercheur dans le traitement médiatique des mouvements sociaux, à savoir l'utilisation d'un registre épique, dans lequel il se met lui-même en scène, comme dans cet article du 1^{er} septembre, au moment où les opérations de déboisement se heurtent aux zadistes de Sivens :

« Aux abords de la forêt de Sivens, ils sont tous debout depuis huit heures du matin. L'assaut est imminent, on a vu partir le convoi de gendarmes et gardes mobiles depuis Albi. La question est simple : où attaqueront-ils ? Une info circule : ils arrivent par la D999, à l'ouest de la zone. Avec des collègues journalistes, nous traversons les trois kilomètres qui nous en séparent en nous arrêtant à chaque barrage pour changer de véhicule. Nous arrivons à l'entrée de la zone humide, près du campement de la bouillonnante, centre de la résistance. »

Au registre épique s'ajoute un ton plus mélodramatique, le lendemain :

« Provisoirement, et avec beaucoup d'inquiétude devant l'entêtement des pouvoirs publics et les risques que ce chantier pose pour tous les protagonistes de ce conflit. Impossible de ne pas penser en premier lieu à toutes et à tous les blessés, que l'on a vu défiler au fil des heures, des jeunes, des gamins qui ne demandent qu'à sauver la forêt, protéger la nature. Qui prennent des coups de matraque parce que la légalité le permet même si leur combat est légitime. Le plus grave, au Testet comme ailleurs, c'est encore qu'il faille trouver des arguments et même se battre pour sauver des arbres. »¹

A une forme d'engagement presque philosophique que l'on pouvait trouver dans les articles du Monde et de Mediapart, Reporterre oppose donc un engagement sur le terrain, aux côtés des zadistes, seulement nuancé par l'utilisation des techniques journalistiques de vérification de l'information et de prise en compte de la parole contradictoire. Le journaliste ne se refuse pas non plus à rappeler qu'il s'agit avant tout de « sauver des arbres », ramenant ainsi le conflit à son échelle locale, et rappelant par la même occasion qu'avant d'être les symboles d'un discours critique sur un système politique, les occupants de la Zad sont aussi les militants d'une cause écologiste.

Plus qu'une crédibilité vis-à-vis de spécialistes des questions environnementales, ou qu'une légitimation au sein du champ journalistique, ce choix semble indiquer une volonté de rapprocher le journalisme environnemental de ses origines, à savoir une proximité vis-à-vis

¹ Souchay, G. (2014, 1^{er} septembre). Les soutiens se multiplient pour sauver la zone humide du Testet. Reporterre. Repéré le 23 avril 2015 à : <http://www.reporterre.net/Les-soutiens-se-multiplient-pour>

des mouvements et des militants écologistes, et ce tout en tenant compte des nécessités de professionnalisme qui incombent à un journalisme environnemental.

4 - Le Figaro

Le titre du premier article consacré par Le Figaro à Sivens, le 29 août 2014, est évocateur du traitement de ce dossier par le journal : « Tarn : un projet de barrage déchaîne la violence ». La mise à l'agenda du problème public que constitue Sivens s'effectue donc là encore par le biais de la mise en avant du spectaculaire, de la tension. Ce champ lexical de la violence va être utilisé à de nombreuses reprises par la suite par le quotidien : dans un reportage auprès des agriculteurs autour du projet de barrage, le journal évoque des exploitants « entre colère et peur des représailles ». De même lorsqu'il donne la parole aux personnes habitant près de la Zad :

« (...) pour le voisinage, si la cohabitation est plutôt bien vécue par certains, pour d'autres, ce petit coin de paradis est devenu un enfer. «Nous avons acheté cette maison avec mon mari il y a presque quarante ans pour passer nos temps libres, raconte Yvette (*), une retraitée de la région.» Un moment de bonheur stoppé net le 2 septembre dernier quand la route d'accès a été barrée par les «zadistes». «Mon époux doit cacher la voiture dans un petit chemin de traverse et marcher 20 minutes à pied dans la forêt pour aller nourrir nos bêtes restées sur place. Je ne peux pas l'accompagner, je souffre des hanches.» Une veuve de 70 ans qui habitait là à l'année est désormais logée chez son fils, effarouchée par ce voisinage hétéroclite. »¹

A l'exception d'un article de synthèse sur le projet de barrage et ses oppositions, le traitement du conflit de Sivens par Le Figaro est avant tout le traitement des à-côtés de la lutte environnementale, des mobilisations, des effets sur la vie locale. Contrairement aux médias évoqués précédemment, on ne retrouve aucune forme d'engagement quelle qu'elle soit, ni d'analyse sur les implications du mouvement en tant que maillon d'une chaîne sociale et d'un discours critique nouveau, comme on pouvait le lire dans Mediapart.

Ces différentes analyses montrent que le journalisme environnemental, dans le cas de Sivens, s'est trouvé confronté tout à la fois aux contraintes imposées par la complexité du projet, à celles imposées par les stratégies de communication des opposants au barrage, mais aussi aux contraintes de leurs propres cadrages éditoriaux respectifs. Ainsi, aux quatre médias

¹ Chesnais (de la), E. (2014, 6 novembre). Dans le Tarn, les « zadistes » organisent la résistance. Le Figaro. Repéré le 21 avril 2015 à : <http://lefigaro.fr/actualite-france/2014/11/06/01016-20141106ARTFIG00421-dans-le-tarn-les-zadistes-organisent-la-resistance.php>

analysés peuvent être associés les différents biais listés par Erik Neveu dans le traitement social : un discours plus épique pour Reporterre, plus spectaculaire et anecdotique pour Le Figaro, et un discours d'expertise et de montée en généralité pour Le Monde, et plus encore pour Mediapart.

Si cette typologie fonctionne en partie, c'est aussi parce que Sivens semble représenter une inflexion dans l'évolution du journalisme environnemental tel qu'elle a été décrite en partie I.

Partie 3 - Un journalisme environnemental dépossédé ?

A - Une nouvelle image médiatique des mouvements écologistes

1 - Un processus de médiatisation déjà observée par le passé dans d'autres mouvements sociaux

Le processus de construction de Sivens en tant que problème public et médiatique, fondé notamment sur la montée de la violence, fait écho à l'analyse de Tony Gitlin sur le SDS (Students for a Democratic Society), une organisation étudiante américaine des années 1960. Ces travaux ont été relayés par Erik Neveu (1999). Il décrit ainsi l'émergence médiatique de ce mouvement :

« Avec 600 membres seulement en 1963, 1 000 et 23 sections en 1964, peu de goût pour les actions flamboyantes, il n'intéresse pas la presse. Cette indifférence est d'ailleurs partagée. Le mouvement ne cherche ni les unes ni les journaux télévisés. Il s'oriente davantage vers une réflexion théorique sur les possibilités de changement radical de la société américaine, œuvre aussi à un travail politique de terrain, vers certaines communautés noires du Nord des Etats-Unis en particulier. Le recrutement du SDS connaît un développement modeste mais régulier, et le mouvement s'engage dans la mobilisation contre la guerre du Viêt-Nam. Ce sont les actions anti-guerre (et anti-Apartheid), en particulier parce qu'elles donnent lieu à des heurts avec la police, qui vont attirer l'attention des médias. En quelques mois, le SDS acquiert une notoriété médiatique, devient une forme de mouvement - prétexte à partir duquel les médias évoquent les nouveaux styles de vie de la jeunesse américaine. »

Il est utile de se fonder sur ce texte, en cela que l'on peut décrire le même schéma de croissance de la visibilité médiatique pour ce qui est du mouvement écologiste d'opposition au projet de barrage de Sivens. D'abord, un mouvement relativement localisé, avec des manifestations assez classiques, peu relayées par les médias notamment nationaux. Puis une notoriété acquise à la suite d'affrontements avec les forces de l'ordre. Et enfin, une montée en généralité qui fait de Sivens l'étendard d'un discours écologiste, critique envers le système politique et ses choix d'aménagement du territoire.

Cela semble indiquer que le mouvement présenté comme écologiste est avant tout un mouvement social teinté d'écologie, qui fonctionne de la même manière que d'autres mouvements sociaux portant sur d'autres thématiques. Confronté à la nécessité de produire des images et des informations fortes, le journaliste peut alors avoir tendance à porter la question sur le plan social, plutôt que d'analyser la problématique environnementale. Il se

retrouve alors en partie dépossédé de son sujet, comme on a pu l'observer dans différents médias avec la diversification des journalistes chargés de traiter le sujet de Sivens, et le passage du dossier de Sivens des rubriques environnementales à des rubriques politiques, économiques ou sociales.

2 - La persistance des idées écologistes

On ne peut pas pour autant en conclure que les mouvements écologistes seraient devenus avant tout des mouvements sociaux, et que le journalisme environnemental se retrouverait privé d'une partie de son objet. Pour la journaliste de Mediapart, en dépit des enjeux politiques et sociaux que révèle une mobilisation comme celle de Sivens, l'aspect environnemental reste fondateur dans ces mouvements :

« Derrière la diversité sociale, et la diversité des discours des opposants au zadisme, il y a une nouvelle radicalité écologique. La plupart des zadistes se présentent tout à la fois comme des défenseurs de l'environnement et des partisans d'une autre forme de société. Sivens reste un mouvement écologiste avant d'être un mouvement social. Mais les deux se rejoignent forcément. »¹

Cette double sensibilité écologiste et sociale se retrouve dans le premier communiqué du collectif « Tant qu'il y aura des bouilles », premier message posté sur le blog du mouvement, qui commence ainsi :

« Considérant les ravages occasionnés par les pouvoirs en place, au premier rang desquels la colonisation des territoires par toutes sortes d'artifices, l'enfermement de la vie biologique dans une multitude de contraintes, la confiscation des responsabilités de l'organisation de la vie collective, le mouvement Tant qu'il y aura des bouilles, constitué les 12 et 13 octobre 2013 à la Métairie Neuve de la zone humide du Testet, et immédiatement en action, proclame (...) »²

On retrouve ici la dénonciation d'une « confiscation du territoire », qui fait référence à une politique d'infrastructure et de grands projets inchangée depuis les années 1960, et la notion de « confiscation des responsabilités de l'organisation de la vie collective », qui pointe le rejet d'institutions politiques toutes puissantes parce qu'elles seraient le fruit de la démocratie représentative. Les idées écologistes semblent ici le socle du mouvement social. On observe d'ailleurs que les processus de légitimation médiatique, notamment de « certification

¹ Entretien réalisé le 30 avril 2015

² Communiqué du 11 décembre 2013, visionné sur :

<https://tantquilyauradesbouilles.wordpress.com/2013/12/11/communique-du-13-octobre-sur-la-creation-du-collectif-tant-quil-y-aura-des-bouilles/>

médiatique des leaders » (Neveu, 1999), ne peuvent pas entièrement s'appliquer aux mobilisations de Sivens.

De plus, il serait inexact de limiter le mouvement contre le projet de barrage de Sivens à un mouvement de réaction de la part de quelques militants, comme le note la journaliste de Mediapart :

« Ces gens-là, qui se sont initialement prononcés contre un projet, ont peu à peu été les porteurs de projets alternatifs. Ils ont des solutions, ils ont des projets, ils ont plein d'idées ! Ils ne sont pas seulement dans une posture de rejet de la société ou d'un système politique »¹.

Cette idée est corroborée par l'expertise croissante des collectifs s'opposant au projet de barrage, soulignant un réel intérêt pour la cause écologiste en tant que telle.

B - L'inflexion du journalisme environnemental

1 - Un engagement plus assumé

Le traitement journalistique du mouvement de contestation contre le barrage de Sivens semble marquer une inflexion dans l'évolution du journalisme environnemental telle que l'a décrite Jean-Baptiste Comby en 2009. Alors qu'il pointait une institutionnalisation, une dépolitisation, la montée en puissance de visions aseptisées d'experts et de techniciens, Sivens apparaît contre un contre-pied à ces biais du journalisme environnemental. Comme nous l'avons vu, les articles publiés à propos de Sivens montrent un recours accru à des sources non institutionnelles que sont les zadistes, et ce même si ces derniers ont professionnalisé leurs moyens de communication avec les médias. De même, les aspects scientifiques du projet de barrage sont réduits à quelques lignes dans les articles étudiés, quand les revendications écologistes et sociales, les portraits des occupants de la zone, ainsi que les analyses montant en généralité le cas de Sivens, ont fortement occupé l'espace médiatique.

S'il n'est pas certain que le renouveau médiatique des mouvements écologistes, à travers Sivens, est dû à un renouveau des préoccupations environnementales, il semble que l'écologisme ait trouvé une nouvelle organisation en tant que mouvement social lui permettant de s'assurer une médiatisation accrue, tout en détournant les contraintes liées pour les journalistes environnementaux au champ journalistique, à savoir le temps limité et la nécessité de conserver une certaine légitimité.

On peut voir dans cette évolution, plus qu'un retour en arrière, un signe que le journalisme environnemental est parvenu à s'institutionnaliser et à occuper une position suffisamment légitime dans le champ journalistique pour qu'émergent à nouveau, par-delà les

¹ Entretien du 30 avril 2015

compétences professionnelles et les techniques nécessaires au métier de journaliste, des positions plus engagées. Les journalistes de Mediapart, du Monde et de Reporterre interrogés assument tous trois une forme d'engagement, même s'ils réfutent en général la notion de militantisme. Comme le résumait déjà Hervé Kempf en 1989, « si l'esprit demeure engagé, la pratique se veut professionnelle ».

Avec Sivens, la conciliation d'une pratique professionnelle et d'un esprit engagé semble arriver à maturation. Loin de « gommer progressivement ses dispositions politiques » (Comby, 2009), le journaliste environnemental apparaît en mesure de les laisser apparaître, dès lors qu'il dispose d'éléments factuels suffisamment étayés. C'est ainsi qu'après leurs enquêtes respectives sur les conflits d'intérêt soupçonnés dans le montage du projet de barrage, les journalistes environnementaux du Monde ou de Mediapart, ainsi que leurs confrères dans les mêmes médias, ont pu développer un discours et des analyses plus engagées, n'étant plus contraintes à une trop grande prudence requise par la nécessité d'apparaître légitime en tant que journaliste.

2 - Le journalisme environnemental et la base militante

La relation entre les journalistes environnementaux chargés de traiter le dossier de Sivens et les militants écologistes engagés dans cette cause peut être analysée selon les différents aspects évoqués par Guillaume Sainteny (1994) :

« « L'attitude des médias français envers l'environnement et l'écologisme se révèle fluctuante au fil du temps. On constate qu'ils exercent à l'égard de ce thème et/ou de cette mouvance politique quatre effets importants. Tout d'abord, une fonction d'agenda et un effet d'amorçage tant dans leur version active que dans leur version passive (non-inscription sur l'agenda, absence d'effet d'amorçage et donc entrave à la constitution en enjeux de ces thèmes). De même, par la visibilité ou la moindre visibilité qu'ils leur ont successivement donnée, les médias français ont contribué à légitimer ou non, selon les moments, ce nouveau thème et ce nouvel acteur politique. Enfin, certains médias et médiateurs français semblent avoir fourni des ressources non négligeables dans le processus de construction de cette nouvelle mouvance. »¹

Dans le cas de Sivens, la mise à l'agenda de la problématique par les médias analysés s'est révélée assez tardive, à l'exception de Reporterre. En revanche, certains médias ont joué un rôle dans la visibilité de ce mouvement, en le mettant en relation avec celui de Notre-Dame-des-Landes, et en l'analysant comme un objet social à part entière, révélateur de certaines évolutions dans la société et d'un rejet d'une démocratie représentative et de ses

¹ Sainteny, G. (1994). Les médias français face à l'écologisme. *Réseaux*, volume 12 n°65. p. 87-105.

institutions. En mettant au cœur de la couverture médiatique une réflexion sur la signification de ces nouveaux mouvements politiques par rapport au système politique et économique, et par rapport à une certaine vision de la décision publique, les médias ont contribué à offrir à ce mouvement, constitué au départ d'une dizaine de personnes, une légitimité accrue et une place dans une réflexion plus générale. Ce faisant, les médias ont également rendu plus difficile pour les pouvoirs publics d'ignorer ces mouvements, ou de procéder à leur évacuation, ce d'autant plus après la mort de Rémi Fraisse.

Si l'on en revient à l'origine historique du journalisme environnemental, qui s'est développé dans le giron de mouvements écologistes contestataires, ce nouveau rapport avec des mouvements a priori groupusculaires, malgré la méfiance persistante entre journalistes et militants, témoigne d'un retour aux sources pour le journalisme environnemental, condamné dans les années 1990 et 2000 à traiter pour l'essentiel les grands sommets internationaux sur le climat, mis à l'agenda par des acteurs du champ politique et institutionnel, ou des sujets plus anecdotiques liés aux gestes du quotidien face au changement climatique.

Cette nouvelle fenêtre d'opportunités offerte au journalisme environnemental n'efface pour autant la force des agendas politiques et institutionnels, comme en témoigne la large couverture du sommet sur le climat qui aura lieu à Paris fin 2015. De plus, elle est aussi synonyme pour les journalistes chargés des questions d'environnement d'une concurrence accrue avec les rubriques politiques et sociales, en cela que l'environnement à travers les nouveaux conflits écologiques reste lié à des considérations plus larges. L'environnement deviendrait ainsi une sous-spécialité du journalisme politique ou du journalisme social, davantage qu'une spécialité journalistique à part entière. Cette constatation n'effraie pas la journaliste chargée des questions environnementales pour le site Mediapart :

« Le but, ce n'est pas que le journaliste environnemental conserve son pré carré, sa petite rubrique. Mais c'est bien que ces problématiques environnementales, soulignées par un mouvement comme celui de Sivens, irrigue d'autres rubriques, d'autres thématiques. Si les premiers journalistes environnementaux ont adopté un discours militant, c'est aussi parce qu'il n'y avait pas de place dans les grands médias pour cette thématique. Aujourd'hui, au contraire, elle dépasse le simple cadre de sa rubrique. Ce n'est pas quelque chose qui m'inquiète »¹

Si le journalisme environnemental se voit empiété dans son territoire journalistique, il regagne en partie le territoire militant, en s'intéressant moins aux conséquences des mouvements sociaux qu'à leur caractère novateur, d'une part, et au relais qu'il offre à une parole militante que les journalistes avaient dû quelque peu enfouir dans leur processus de légitimation et d'institutionnalisation. A un journalisme qui pouvait apparaître plus

¹ Entretien réalisé le 30 avril 2015

technocratique succède le renouveau d'un journalisme écologiste de terrain, en capacité de relayer un discours à la fois local et global. A travers les nouvelles mobilisations celle contre Notre-Dame-des Landes comme celle de Sivens, le journalisme environnemental peut à nouveau s'appuyer sur des symboles localisés et sur le rôle de l'image relayée par ces militants, comme en témoigne cet extrait d'un article du Monde

« Des jeunes gens enterrés jusqu'à la poitrine, le visage maculé de terre et d'autres assis en tailleur, derrière eux, qui les encouragent à tenir bon. L'image restera peut-être comme l'une des plus marquantes de la lutte contre le barrage de Sivens, dans le Tarn. Mais cette action-là n'a pas eu plus d'effet que les autres ; elle n'a ralenti que de quelques heures le chantier de déboisement. »¹

En faisant de ces militants des personnages, des acteurs sociaux, en leur donnant un visage, le journalisme environnemental peut contourner une parole institutionnelle jusqu'ici prépondérante. Ce mouvement est indissociable de l'évolution, précédemment évoquée, des mouvements écologistes, en capacité de produire un discours et des stratégies de communication adaptées aux contraintes médiatiques, tout en renouvelant leur répertoire d'action.

Mais s'il y a inflexion du journalisme plus institutionnel, incarné par un quotidien comme Le Monde, on peut également tirer de l'analyse des productions journalistiques à propos de Sivens des conclusions à propos d'un journalisme plus militant.

C - Un nouveau journalisme environnemental militant

L'exemple du site Reporterre illustre bien l'évolution d'un journalisme environnemental assumant son engagement écologiste. Son fondateur, Hervé Kempf, fut journaliste au Monde, chargé d'une chronique hebdomadaire dans la page Planète du quotidien, jusqu'au mois d'août 2013. Se jugeant censuré suite au refus de la direction du Monde de le voir assurer des reportages sur le site de Notre-Dame-des-Landes, il a quitté le quotidien début septembre 2014 pour se consacrer exclusivement à Reporterre, un magazine d'actualité environnementale fondé en 1989. Suite à l'interruption de la parution du magazine papier, Reporterre s'est relancé sur internet à partir de 2007. La double appartenance de son rédacteur en chef Hervé Kempf à un média traditionnel et à un média spécialisé plus engagé

¹ Valo. M. (2014, 24 octobre). Dans le Tarn, au bord du Tescou, le barrage de trop ? Le Monde. Repéré le 15 avril 2015 à : http://lemonde.fr/planete/article/2014/10/24/dans-le-tarn-au-bord-du-tescou-le-barrage-de-trop_4511730_3244.html

sur les questions écologiques traduit bien l'ambivalence historique du journalisme environnemental. Cet engagement est assumé sur le site Reporterre, dans la rubrique « Qui sommes-nous ? » :

« Le « *quotidien de l'écologie* » veut proposer des informations claires et pertinentes sur l'écologie dans toutes ses dimensions, ainsi qu'un espace de tribunes pour réfléchir et débattre. Dans toutes ses dimensions signifie que pour nous, l'écologie est politique, et ne peut se réduire à des questions de nature et de pollution - même si nous suivons attentivement ces questions vitales. L'écologie engage le destin commun, engage l'avenir, sa situation découle largement des rapports sociaux : c'est donc bien une écologie politique et sociale que *Reporterre* présente et discute. Impartial et non partisan, *Reporterre* est en empathie avec les mouvements écologiste, altermondialiste, et alternatif. Sa vision de la situation présente de la planète est que la crise écologique en est le problème fondamental.»¹

L'exemple de Reporterre est donc symbolique du journalisme environnemental à la fois institutionnalisé et professionnalisé dans ses pratiques, et porteur d'un discours politique et social, souvent critique. Pour autant, en analysant les productions journalistiques liées au conflit de Sivens, on observe que la particularité de Reporterre n'est son discours écologiste critique, mais bien sa méthode de travail journalistique, fondée en grande majorité sur le reportage, bien plus que sur l'analyse, généralisant un cas particulier en cas général, telle qu'ont pu la pratiquer *Le Monde* ou *Mediapart* dans leur traitement de cette lutte environnementale. Cela n'a pas empêché pour autant le site de produire un discours critique forte, notamment vis-à-vis des violences policières ou de l'absence de consultation préliminaire au projet. Dans le même temps, Reporterre a donné la parole aux partisans du projet, effectuant ainsi un travail de relais des paroles contradictoires. Pour le reporter qui a traité le conflit de Sivens, il n'y a pas d'antinomie entre le travail journalistique et cette « empathie » assumée vis-à-vis des mouvements écologistes militants :

« Il n'est pas question pour Reporterre d'être l'organe de tel ou tel mouvement, notamment politique, qui se réclame de l'écologie. En revanche, nous replaçons les actualités dans un contexte de crise climatique. Assumer une ligne éditoriale, c'est aussi le rôle d'un journaliste, quel que soit le média pour lequel il travaille. »²

La ligne éditoriale de Reporterre s'exprime aussi par la parole donnée aux collectifs, aux associations, aux mouvements écologistes, par le biais de tribunes régulières. Toujours dans la rubrique « Qui sommes-nous », le site explique ce choix :

¹ <http://www.reporterre.net/-Qui-sommes-nous-8->

² Entretien réalisé le 10 mai 2015

« *Reporterre* produit des contenus propres rédigés par ses collaborateurs réguliers ou amis. Il accueille aussi des textes provenant d'autres sources, et notamment des associations et des citoyens, parce qu'il considère que la société civile produit beaucoup d'informations intéressantes, même si elles ne sont pas présentées selon les codes techniques (et au demeurant nécessaires) du journalisme. Ces textes ne sont pas modifiés, sauf à la marge, par exemple pour l'orthographe. La source d'origine est toujours spécifiée à la fin de l'article, et c'est elle qui fait foi. Titres et chapôts sont de la responsabilité de *Reporterre*. »¹

En ouvrant ses colonnes virtuelles à l'expression de divers mouvements, *Reporterre* reconnaît ainsi en tant que sources d'expertise, à l'égal de sources scientifiques, des militants et des membres de mobilisations écologistes. Ce journalisme à la fois engagé et professionnalisé ouvre des perspectives pour un journalisme environnemental encore contraint, dans les grands médias, par des logiques internes au champ journalistique. Il suppose néanmoins une capacité à mettre à l'agenda des problématiques environnementales qu'un site comme *Reporterre* ne possède pas encore. En témoigne le laps de temps entre la couverture médiatique de Sivens par *Reporterre* et celle effectuée par les autres médias. Enfin, la tendance incarnée par *Reporterre* est celle d'un retour vers le local et le reportage, qui ne semble pas pour le moment en mesure de s'étendre aux médias généralistes, qui privilégient une approche globale immédiate des problématiques locales à une réelle plongée dans les zones géographiques concernées par des luttes environnementales.

¹ <http://www.reporterre.net/-Qui-sommes-nous-8->

Conclusion

La mobilisation écologiste contre le barrage de Sivens marque un renouveau pour les mouvements, qui ont trouvé avec la Zad un nouveau territoire d'action, tout en confirmant la professionnalisation de leurs méthodes de communication entamée dès les années 1970. En parvenant à développer de nouvelles stratégies médiatiques, les collectifs écologistes à l'œuvre dans la mobilisation ont pu étendre leur mobilisation au-delà de l'échelle locale et de la simple opposition à un barrage.

Face à ce renouveau, les journalistes environnementaux se sont trouvés confrontés à plusieurs contraintes : celles issues de ces nouvelles stratégies de communication développées par les opposants ; celles issues de la nécessaire légitimité recherchée au sein du champ journalistique ; et celles qui découlent du traitement habituel des mouvements sociaux tel que le décrit Erik Neveu, avec des biais plus ou moins marqués.

Dans ce contexte, Sivens incarne tout à la fois une inflexion du journalisme environnemental dans les médias traditionnels, jusqu'alors porté principalement sur les questions climatiques et la couverture d'un agenda international ; et une nouvelle forme prise par le journalisme environnemental dans des médias plus engagés, qui recouvre à la fois une professionnalisation des techniques d'information par rapport aux premiers médias écologistes des années 1970, et un lien renoué avec les mouvements de militants écologistes.

Sivens semble aussi représenter une croisée des chemins pour un journalisme environnemental qui assume, dans les médias traditionnels comme dans les médias spécialisés, une forme d'engagement : si certains médias (Le Monde, Mediapart) ont fait de Sivens le symbole d'une critique du système politique qui a mené à la décision publique, mettant au second plan le cas précis du projet de barrage et les raisons locales de la lutte, d'autres (Reporterre) ont préféré un travail de terrain et de reportage auprès des militants avant de tirer des analyses plus généralisantes. Deux approches du journalisme environnemental semblent ici face-à-face, l'une s'appuyant davantage sur un modèle « top-down », appliquant aux luttes locales des schémas de pensée globaux ; l'autre, davantage basée sur un modèle « bottom-up », prenant le parti du reportage et du travail de terrain, tout en développant le même discours critique sans pour autant l'étirer à une échelle nationale.

Le deuxième enjeu que l'on peut tirer de l'analyse du traitement journalistique de la mobilisation contre le barrage de Sivens est le phagocytage progressif du journalisme environnemental par les rubriques politiques ou sociales. Comme nous l'avons vu, les articles à propos de Sivens sont rapidement devenus des articles de description d'un mouvement de lutte, parfois de violence, sociale et de critique politique, ce qui a poussé certains médias à charger des journalistes politiques de traiter en partie le sujet de Sivens, en complément des

journalistes environnementaux. Cette ambiguïté du journalisme environnemental qui est tout autant politique ou social semble être le reflet de l'ambiguïté des mouvements écologistes, dont l'engagement pour l'environnement semble, de nouveau, nécessairement lié à une remise en cause de la manière dont l'environnement est traité par les pouvoirs politiques, et donc par la remise en cause de la légitimité des pouvoirs politiques eux-mêmes. En témoigne cet extrait du premier communiqué du collectif « Tant qu'il y aura des bouilles » :

« Le mouvement Tant qu'il y aura des bouilles (...) proclame :

1) Qu'au regard des intérêts humains dans leur ensemble, le projet de barrage du Testet ne possède ni raison d'être ni fondement légitime.

2) Que le processus qui a conduit aux arrêtés de déclaration d'intérêt général de d'utilité publique met en évidence, comme pour la plupart des grands projets inutiles et imposés, la collusion d'intérêts d'affairistes privés et publics.

3) Qu'en conséquence il est plus que temps pour toutes celles qui entendent assumer des responsabilités historiques de s'opposer au cours des choses aberrant qui affecte les paysages de nos vies. »¹

Cette ambivalence entre environnemental, politique et social semble être le nouveau défi pour les journalistes environnementaux, au regard de Sivens, le risque étant d'assimiler les mouvements écologistes à des mouvements sociaux en les détachant de leur discours avant tout environnemental. C'est donc autant dans leur positionnement vis-à-vis des mouvements écologistes, que dans leur positionnement interne au champ journalistique, que se joue l'avenir du journalisme environnemental.

¹ <https://tantquilyauradesbouilles.wordpress.com/2013/12/11/communique-du-13-octobre-sur-la-creation-du-collectif-tant-quil-y-aura-des-bouilles/>

Bibliographie

Ressources universitaires

Livres

Champagne, P. (1993). La vision médiatique, dans Bourdieu, P. *La misère du monde*, Paris, Seuil, p 61-79.

Comby, J-B et Romanet, V. (2012). *Un problème réchauffé ? Les changements climatiques dans les médias généralistes 2007-2011, Rapport de recherche*, Paris, Institut français de presse de l'Université Paris II et GIS, Climat, environnement et société.

Libaert, T. (2010). *Communication et environnement, le pacte impossible*, Paris : Presses universitaires de France, 2010.

Maigret, E. (2003). *Sociologie de la communication et des médias*. Paris : Armand Collin.

Neveu, E. (2001). *Sociologie du journalisme*, Paris : La Découverte, 2001.

Articles

Baisnée, O. (2001). Publiciser le risque nucléaire. La polémique autour de la conduite de rejets en mer de l'usine de La Hague. *Politix*, n°54, p. 157-181.

Comby, J-B. (2009). Quand l'environnement devient « médiatique », *Réseaux*, n° 157-158, p. 157-190.

Marchetti, D. (2002). Les sous-champs spécialisés du journalisme. *Réseaux*, n° 111, p. 22-55.

Marchetti, D. (2002). Sociologie de la production de l'information, *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, n°1, p.17-31.

Marchetti, D. (1998). *Les conditions de réussite d'une mobilisation médiatique et ses limites : l'exemple d'Act-Up Paris*. Paris : Presses Universitaires de France.

Mercier, Arnaud. (2006). Logiques journalistiques et lecture événementielle des faits d'actualité. *Hermès, La Revue*, n° 46, p. 23-35.

Neveu, E. (1999). Médias, mouvements sociaux, espaces publics. *Réseaux*, n°98, p.17-85.

Ollitrault, S. (1996). Science et militantisme, les transformations d'un échange circulaire. Le cas de l'écologisme français. *Politix*, n°36, p. 141-162.

Sainteny, G. (1994). Les médias français et l'environnementalisme. *Mots*, n°39, p. 106-111.

Sainteny, G. (1994). Les médias français face à l'écologisme. *Réseaux*, volume 12 n°65. p. 87-105.

Vrignon, A. (2012). Ecologie et politique dans les années 1970. Les Amis de la Terre en France. *Vingtième Siècle*, n°113, p. 179-190

Thèses

Nedjar, Akila. (2000) *Le thème de l'environnement dans les médias généralistes*, Ecole normale supérieure lettres et sciences humaines, Lyon.

Ressources journalistiques

Lindgaard, J. (2014). *Je crise climatique*. Paris : La Découverte. 2487 pages.

Souchay, G. (2015). *Sivens, le barrage de trop*. Paris : Seuil. 144 pages.

Ressources web : corpus de recherche

Le Monde

Valo. M. (2014, 8 septembre). Tensions dans le Tarn, où le barrage de Sivens attise la guerre de l'eau. *Le Monde*. Repéré le 15 avril 2015 à :

http://lemonde.fr/planete/article/2014/09/08/tensions-dans-le-tarn-ou-le-barrage-de-sivens-attise-la-guerre-de-l-eau_4483492_3244.html

Valo. M. (2014, 24 octobre). Dans le Tarn, au bord du Tescou, le barrage de trop ? *Le Monde*. Repéré le 15 avril 2015 à :

http://lemonde.fr/planete/article/2014/10/24/dans-le-tarn-au-bord-du-tescou-le-barrage-de-trop_4511730_3244.html

(2014, 27 octobre). Le barrage de Sivens, un symbole de la lutte contre les projets surdimensionnés. Le Monde. Repéré le 16 avril 2015 à :
http://lemonde.fr/planete/article/2014/10/27/le-barrage-de-sivens-symbole-de-la-lutte-contre-les-projets-surdimensionnes_4512846_3244.html

Faye, O. (2014, 29 octobre). Sivens : « Je n'ai pas envie qu'il y ait un barrage sur une tombe ». Le Monde. Repéré le 16 avril 2015 à :
http://lemonde.fr/politique/article/2014/10/29/sivens-je-n-ai-pas-envie-qu-il-y-ait-un-barrage-sur-une-tombe_4514468_823448.html

Landrin, S. (2014, 30 octobre). Le barrage de Sivens, symptôme des méfaits de la décentralisation. Le Monde. Repéré le 16 avril 2015 à :
http://lemonde.fr/politique/article/2014/10/30/le-barrage-de-sivens-symptome-des-mefaits-de-la-decentralisation_4514832_823448.html

Valo, M. (2014, 3 novembre). Barrage de Sivens, un dossier entaché de conflits d'intérêts. Le Monde. Repéré le 16 avril 2015 à :
http://lemonde.fr/planete/article/2014/11/03/barrage-de-sivens-un-dossier-entache-de-conflits-d-interets_4517419_3244.html

Landrin, S. et Valo (2014, 3 novembre), M. L'abandon programmé du barrage de Sivens. Le Monde. Repéré le 16 avril 2015 à :
http://lemonde.fr/politique/article/2014/11/03/l-abandon-programme-du-barrage-de-sivens_4517031_823448.html

Faye, O. (2014, 4 novembre). Sivens : « Les élus locaux luttent avant tout pour ne pas créer un précédent ». Le Monde. Repéré le 16 avril 2015 à :
http://www.lemonde.fr/politique/article/2014/11/04/sivens-les-elus-locaux-luttent-avant-tout-pour-ne-pas-creer-un-precedent_4518097_823448.html

Tual, M. (2014, 7 novembre). A Sivens, l'exaspération des agriculteurs. Le Monde. Repéré le 16 avril 2015 à :
http://lemonde.fr/planete/article/2014/11/07/a-sivens-l-exasperation-des-agriculteurs_4520000_3244.html

Valo, M. (2014, 19 novembre). L'Europe va-t-elle mettre un terme au barrage de Sivens ? Le Monde. Repéré le 16 avril 2015 à :
http://lemonde.fr/planete/article/2014/11/19/l-europe-va-t-elle-mettre-un-terme-au-barrage-de-sivens_4525996_3244.html

Valo, M. (2014, 26 novembre). Barrage de Sivens : pourquoi Bruxelles ouvre une procédure d'infraction. Le Monde. Repéré le 16 avril 2015 à :
http://lemonde.fr/planete/article/2014/11/26/barrage-de-sivens-bruxelles-va-ouvrir-une-procedure-d-infraction-contre-la-france_4529460_3244.html

Mediapart

Lindgaard, J. (2014, 19 septembre). Barrage du Tarn, ferme des mille vaches: de nouveaux conflits pour le développement durable. Mediapart. Repéré le 18 avril 2015 à <http://www.mediapart.fr/journal/france/190914/barrage-du-tarn-ferme-des-mille-vaches-de-nouveaux-conflits-pour-le-developpement-durable>

Fessard, L. et Lindgaard. (2014, 27 octobre) J. Barrage de Sivens : les alertes des écolos ont été ignorées. Mediapart. Repéré le 18 avril 2015 à : <http://www.mediapart.fr/journal/france/271014/barrage-de-sivens-les-alertes-des-ecolos-ont-ete-ignorees>

Bérard, N. (2014, 29 octobre). Barrage de Sivens: agrobusiness, conflit d'intérêts et mauvaise gestion. Mediapart. Repéré le 18 avril 2015 à : <http://www.mediapart.fr/journal/france/291014/barrage-de-sivens-agrobusiness-conflit-dinterets-et-mauvaise-gestion>

Magnaudeix, M. (2014, 30 octobre). Barrage de Sivens, les dérives d'un socialisme de notables. Mediapart. Repéré le 18 avril 2015 à : <http://www.mediapart.fr/journal/france/311014/barrage-de-sivens-les-derives-dun-socialisme-de-notables>

Fessard, L. et Lindgaard, J. (2014, 1^{er} novembre). Sivens : une vingtaine de plaintes déposées contre les gendarmes. Mediapart. Repéré le 18 avril 2015 à : <http://www.mediapart.fr/journal/france/011114/sivens-une-vingtaine-de-plaintes-deposees-contre-les-gendarmes>

Bérard, N. (2014, 3 novembre). Sivens : le barrage pourrait être déclaré illégal. Mediapart. Repéré le 18 avril 2015 à : <http://www.mediapart.fr/journal/france/031114/sivens-le-barrage-pourrait-etre-declare-illegal>

Lindgaard, J. (2014, 4 novembre). Barrage de Sivens, l'Etat en première ligne. Mediapart. Repéré le 18 avril 2015 à : <http://www.mediapart.fr/journal/france/041114/barrage-de-sivens-l-etat-en-premiere-ligne>

Lindgaard, J. (2014, 20 novembre). Sivens : nouvelle plainte déposée contre le projet de barrage. Mediapart. Repéré le 18 avril 2015 à : <http://www.mediapart.fr/journal/france/201114/sivens-nouvelle-plainte-deposee-contre-le-projet-de-barrage>

Le Figaro

Négroni, A. (2014, 29 août). Tarn, un projet de barrage déchaîne la violence. Le Figaro.

Repéré le 21 avril 2015 à :

<http://lefigaro.fr/actualite-france/2014/08/29/01016-20140829ARTFIG00059-tarn-un-projet-de-barrage-dechaine-la-violence.php>

Bastié, E. (2014, 27 octobre). Du Larzac au barrage de Sivens : 40 ans de luttes écologiques.

Le Figaro. Repéré le 21 avril 2015 à :

<http://lefigaro.fr/actualite-france/2014/10/27/01016-20141027ARTFIG00191-du-larzac-au-barrage-de-sivens-40-ans-de-luttes-ecologiques.php>

Kovacs, S. (2014, 28 octobre). À Sivens, des opposants « en deuil » mais « plus déterminés que jamais ». Le Figaro. Repéré le 21 avril 2015 à

<http://lefigaro.fr/actualite-france/2014/10/28/01016-20141028ARTFIG00360--sivens-des-opposants-en-deuil-mais-plus-determines-que-jamais.php>

Chesnais (de la), E. (2014, 4 novembre). Près de Sivens, les agriculteurs entre colère et peur des représailles. Le Figaro. Repéré le 21 avril 2015 à :

<http://lefigaro.fr/actualite-france/2014/11/04/01016-20141104ARTFIG00416-pres-de-sivens-les-agriculteurs-entre-colere-et-peur-des-represailles.php>

Chesnais (de la), E. (2014, 6 novembre). Dans le Tarn, les « zadistes » organisent la résistance. Le Figaro. Repéré le 21 avril 2015 à :

<http://lefigaro.fr/actualite-france/2014/11/06/01016-20141106ARTFIG00421-dans-le-tarn-les-zadistes-organisent-la-resistance.php>

Chesnais (de la), E. (2014, 15 novembre). Les pro barrage de Sivens défilent à Albi. Le Figaro. Repéré le 21 avril 2015 à :

<http://lefigaro.fr/actualite-france/2014/11/15/01016-20141115ARTFIG00001-les-pro-barrage-de-sivens-defilent-a-albi.php>

Reporterre

Souchay, G. (2013, 28 novembre). Dans le Tarn, les citoyens font barrage pour sauver une zone humide. Reporterre. Repéré le 23 avril 2015 à :

<http://www.reporterre.net/Dans-le-Tarn-les-citoyens-font>

Souchay, G. (2014, 1^{er} septembre). Les soutiens se multiplient pour sauver la zone humide du Testet. Reporterre. Repéré le 23 avril 2015 à :

<http://www.reporterre.net/Les-soutiens-se-multiplient-pour>

Souchay, G. (2014, 2 septembre). Au Testet, la police stimule la croissance en coupant des arbres. Reporterre. Repéré le 23 avril 2015 à :
<http://www.reporterre.net/Au-Testet-la-police-stimule-la>

Souchay, G. (2014, 3 septembre) Au Testet, deuxième jour du déboisement, la police redouble de violence Reporterre. Repéré le 23 avril 2015 à :
<http://www.reporterre.net/Au-Testet-deuxieme-jour-du>

Souchay, G. (2014, 6 septembre). Testet : le massacre des arbres continue mais la résistance populaire grandit. Reporterre. Repéré le 23 avril 2015 à :
<http://www.reporterre.net/Testet-le-massacre-des-arbres>

Souchay, G. (2014, 9 septembre) Les enterrés du Teste, pacifiques et courageux, face à la violence de l'Etat. Reporterre. Repéré le 23 avril 2015 à :
<http://www.reporterre.net/Les-enterres-du-Testet-pacifiques>

Souchay, G. (2014, 11 septembre). Notre-Dame du Testet : barrage citoyen contre un grand projet inutile. Reporterre. Repéré le 23 avril 2015 à :
<http://www.reporterre.net/Notre-Dame-du-Testet-barrage>

Souchay, G. (2014, 12 septembre). Testet : le défrichement a été mené sans autorisation. Reporterre. Repéré le 23 avril 2015 sur :
<http://www.reporterre.net/Testet-le-defrichement-a-ete-mene>

Souchay, G. (2014, 15 septembre). Testet, à la violence de l'Etat les résistants opposent... la générosité. Reporterre. Repéré le 23 avril 2015 sur :
<http://www.reporterre.net/Testet-a-la-violence-de-l-Etat-les>

Rimbert, I (2014, 20 septembre). Carnage et désolation, choses vues au Testet. Reporterre. Repéré le 23 avril 2015 à :
<http://www.reporterre.net/Carnage-et-desolation-choses-vues>

Souchay, G. (2014, 20 octobre). Tout savoir sur le Testet, si vous avez loupé les épisodes précédents. Reporterre. Repéré le 23 avril 2015 à :
<http://www.reporterre.net/Tout-savoir-sur-le-Testet-si-vous>

Souchay, G. (2014, 16 octobre). Ils font la grève de la faim depuis plus de cinquante jours pour sauver la zone humide du Testet. Reporterre. Repéré le 23 avril 2015 à :
<http://www.reporterre.net/Ils-font-la-greve-de-la-faim>

Souchay, G. (2014, 1^{er} novembre). La Zad du Testet apprivoise les journalistes et essaye la cacatapulte. Reporterre. Repéré le 23 avril 2015 à :
<http://www.reporterre.net/La-Zad-du-Testet-apprivoise-les>

Rimbert, I. (2014, 13 novembre). Au Testet, zadistes ou pas, « Voici pourquoi nous sommes là ». Reporterre. Repéré le 23 avril 2015 à :

<http://www.reporterre.net/Au-Testet-zadistes-ou-pas-Voici>

Souchay, G. (2014, 15 novembre). Testet : voilà ce que disent les agriculteurs pro-barrage. Reporterre. Repéré le 23 avril 2015 à :

<http://www.reporterre.net/Testet-voila-ce-que-disent-les>

Table des Annexes

Annexe 1	53
Annexe 2	56
Annexe 3	58

Annexe 1

Entretien avec la journaliste de Mediapart chargée de couvrir Sivens

Comment avez-vous été amenée à traiter le sujet de Sivens, et par quel biais journalistique ?

« J'ai commencé à suivre le dossier à la fin de l'été 2014, au moment où les premières opérations de chantier devaient démarrer. Il y a eu deux raisons pour lesquelles nous avons commencé, à Mediapart, à traiter le sujet : le conflit d'intérêt flagrant à la base du projet, à savoir que la Compagnie qui avait réalisé la première étude était celle chargée de réaliser le projet. Puis la montée des tensions entre les opposants, les premiers affrontements avec les forces de l'ordre. Il y avait une double forme de violence à mettre en lumière. Et puis, après la mort de Rémi Fraisse, il fallait aller sur le terrain, comprendre qui étaient ces opposants prêts à tout, même à mourir »

Quelles ont été les contraintes que vous avez rencontrées en vous présentant comme journaliste ?

« De la méfiance, beaucoup de méfiance. Des gens qui m'ont dit 'vous faites votre boulot', mais qui restaient extrêmement prudent. Et puis, il n'y avait pas vraiment d'interlocuteur central, de leader, même si la communication était très rodée. L'autre contrainte provenait de la tension qui régnait entre les zadistes, les forces de l'ordre, et certains partisans au barrage. »

Quel était le discours mis en avant par les opposants, sur place ?

« Il y avait une diversité d'acteurs impressionnante sur la Zad de Sivens. Des étudiants, des militants de longue date, des personnes qui sont à la marge de la société. Toutes ces personnalités différentes sont parvenues à trouver un fonctionnement, à créer une société dans laquelle s'est développée un savoir-faire, vis-à-vis de nous journalistes, mais aussi un savoir vis-à-vis du projet. Cela monte que c'est autre chose que l'œuvre de quelques extrémistes égarés dans le Tarn. Derrière la diversité sociale, et la diversité des discours des opposants au zadisme, il y a une nouvelle radicalité écologique. La plupart des zadistes se présentent tout à la fois comme des défenseurs de l'environnement et des partisans d'une autre forme de société. Sivens reste un mouvement écologiste avant d'être un mouvement social. Mais les deux se rejoignent forcément. Ces gens-là, qui se sont initialement prononcés contre un projet, ont peu à peu été les porteurs de projets alternatifs. Ils ont des solutions, ils ont des projets, ils ont plein d'idées ! Ils ne sont pas seulement dans une posture de rejet de la société ou d'un système politique »

Diriez-vous que Sivens est davantage un mouvement social qu'écologiste ?

« C'est sûr que Sivens, ce n'est pas seulement un petit projet de barrage dans le Tarn, avec un tout petit nombre d'activistes. C'est devenu le symbole d'autre chose. Les opposants à ce projet n'en restent pas à une opposition frontale, ils ont également des propositions et un discours critique. Et ce discours critique est étayé par les faits que plusieurs enquêtes, à Mediapart ou ailleurs, ont mis au jour, notamment l'absence de consultation sur ce projet et les conflits d'intérêt. On ne peut pas se contenter de décrire une petite lutte entre partisans et opposants d'un barrage, alors que c'est révélateur d'une politique d'aménagement du territoire qui se fait sans transparence, de conflits d'intérêt, d'une démocratie représentative qui est de moins en moins acceptée parce qu'elle génère de la violence. Et évidemment qu'après la mort de Rémi Fraisse, cette généralisation était nécessaire et notre rôle de journaliste est de remettre en contexte ce genre de conflits, qui expriment aussi un décalage entre la gravité de dérèglement climatique et l'inertie des politiques qui continuent leurs grands projets »

Un cas comme celui de Sivens pousse-t-il le journaliste à une forme d'engagement ?

« Ce que vous appelez engagement, c'est une ligne éditoriale. A Mediapart tout le monde a eu la parole. Il se trouve que dans les faits, lorsqu'on voit la manière avec laquelle ce projet a été monté, il y a des irrégularités, des avis défavorables de plusieurs instances ignorées, des conflits d'intérêt. Alors si c'est être engagé que de pointer ces irrégularités, oui, peut être que j'ai fait preuve d'engagement. Mais si cela doit laisser supposer que je n'ai pas fait un travail de journaliste, je vous invite à lire les différents articles sur le sujet. Ce ne sont pas des brûlots anti-barrage, mais des articles d'enquête ou de reportage tout à fait journalistiques à mes yeux ? »

Comment concevez-vous le rôle de journaliste environnemental : est-ce un expert, un vigile ?

« Oui, en quelque sorte le journaliste est un vigile. Sur un sujet tel que l'environnement, il y a une forme d'implication, voire d'engagement, parce que les conséquences sont importantes. Et des conflits comme Sivens sont importants pour offrir un point d'ancrage à la réflexion sur la manière dont les politiques sont menées, et sur la manière dont elles ignorent une réalité écologique. »

Sivens aurait-il dû rester l'apanage de journalistes environnementaux avant tout ?

« C'est tout le contraire. Si à Mediapart plusieurs journalistes ont travaillé sur Sivens, c'est bien parce que ce n'est pas qu'un conflit environnemental, pas qu'une lutte pour les petits oiseaux. Le discours écologiste n'est qu'une composante de ce qui ressort des paroles des opposants. Le but, ce n'est pas que le journaliste environnemental conserve son pré carré, sa petite rubrique. Mais c'est bien que ces problématiques environnementales, soulignées par un mouvement comme celui de Sivens, irrigue d'autres rubriques, d'autres thématiques. Si les premiers journalistes environnementaux ont adopté un discours militant, c'est aussi parce qu'il n'y avait pas de place dans les grands médias pour cette thématique. Aujourd'hui, au contraire, elle dépasse le simple cadre de sa rubrique. Ce n'est pas quelque chose qui m'inquiète »

Annexe 2

Entretien avec le journaliste de Reporterre chargé de couvrir Sivens

Comment avez-vous été amené à traiter le sujet de Sivens, et par quel biais journalistique ?

« Nous avons suivi Sivens dès la première occupation du site, en novembre 2013. Notamment parce qu'il y avait une filiation évidente avec Notre-Dame-des-Landes. D'ailleurs certains occupants de Notre-Dame-des-Landes se sont ensuite retrouvés à Sivens. Nous avons déjà eu des contacts avec eux. »

Pourquoi le choix, immédiatement, de se rendre sur place, dès novembre 2013 ?

« Si vous me demandez pourquoi le choix d'un journaliste d'aller sur le terrain, j'avoue que je ne comprends pas bien la question... Il nous a semblé, à Reporterre, que l'on ne pouvait pas passer à côté de ce conflit, quand bien même il n'y avait que quelques dizaines d'occupants. Encore une fois, c'est un Notre-Dame-des-Landes, à plus faible échelle, car le projet est moins conséquent. Donner la parole à ces opposants, c'était mon boulot. »

A lire vos articles, on observe un accent mis sur la violence policière, plus que la violence de certains zadistes. Pourquoi ce choix ?

« La violence a été exercée des deux côtés. On ne peut pas caricaturer les zadistes en les réduisant à un groupuscule de militants violents. Il faut rappeler aussi qu'avant même la mort de Rémi Fraisse il y a eu à Sivens des affrontements violents avec les forces de l'ordre, sans que ces dernières ne soient exemptes de tout reproche. Quand on regarde Sivens, on voit que c'est avant tout l'Etat qui démolit, et c'est l'Etat qui a tué. Je crois que notre rôle de journaliste est de comprendre l'émergence de cette violence, et elle provient aussi d'une disjonction de plus en plus forte entre la société et l'Etat »

Quelles ont été vos relations avec les zadistes, sur place ?

« Ces opposants ont besoin des médias pour que leur lutte prenne une dimension nationale. En même temps, ils se méfient des effets pervers que peuvent avoir les médias et tiennent à contrôler leur communication. Il m'a fallu plusieurs jours, plusieurs reportages sur place pour qu'une relation de confiance puisse s'installer. Quand bien même j'étais un journaliste pour Reporterre, je restai un journaliste. Je pense avoir eu les mêmes problèmes que mes confrères pour accéder au site. Il faut s'imaginer que c'est réellement un camp retranché, il y a une organisation très forte, on ne passe pas comme on veut, surtout si on est journaliste. Et en même temps, malgré cette organisation, il y a une liberté de parole qui fait que chacun peut s'exprimer à part égale. Pour un journaliste, pouvoir effectuer cette série de portrait est un exercice très riche. Et c'est très révélateur de l'immense diversité qu'il y avait là-bas. Il y avait de tout, vraiment de tout. »

Considérez-vous que traiter Sivens revenait à s'engager, en tant que journaliste ?

« Nous avons eu une forme d'engagement si l'on considère que l'on a pris conscience, très tôt, de l'importance d'une lutte comme celle de Sivens, de la même manière que nous l'avions fait pour Notre-Dame-des-Landes. Pour autant, nous avons donné la parole aux partisans du barrage comme aux opposants, nous avons effectué un travail journalistique qui n'est pas différent de celui qui a pu être effectué dans d'autres médias. Et puis être aux côtés des zadistes ne signifiait pas reprendre tels quels leurs éléments de communication, mais simplement écouter ce qu'ils avaient à dire. Je pars du principe que ces acteurs ont assez peu accès aux arènes médiatiques traditionnels, contrairement aux porteurs du projet ou à ses partisans. Ce n'est pas tant un déséquilibre qu'un rééquilibrage de la parole publique, que de chercher à comprendre ces militants. Ma démarche aurait été militante, et contraire au professionnalisme, si je m'étais contenté de ces témoignages. Ce n'est pas le cas » »

Annexe 3

Entretien avec la journaliste au service Planète du Monde, chargée de couvrir Sivens

Pourquoi votre couverture médiatique de Sivens a-t-elle commencé en évoquant les tensions, plus que la problématique écologique en jeu ?

« Disons que le conflit a pris une autre ampleur au moment où les premières tensions sont devenues claires. C'est vrai, je ne vais pas vous dire le contraire, ce sont en partie les affrontements entre opposants et forces de l'ordre, et cette montée de la tension, qui nous ont poussé à regarder Sivens de plus près, même si nous suivions le dossier depuis quelques temps. A ce moment-là, le conflit a pris une autre ampleur. Ce qui était un conflit localisé contre un projet de taille assez modeste est devenu une lutte beaucoup plus significative. »

On a l'impression à lire les articles du Monde qu'une forme d'engagement, au côté des pro-barrage, finit par être assumée. Est-ce volontaire ?

« C'est votre impression. Moi je vous rappelle juste les faits : un projet qui a donné lieu à une absence de dialogue assez effarante, qui vient tout droit des années 1970, avec des élus locaux porteurs du projet qui jouent un rôle dans la Compagnie chargée de réaliser les travaux. Ce sont juste les faits. »

Avez-vous eu l'impression d'être contrainte par la communication très stricte des zadistes sur place ?

« C'est vrai qu'il n'était pas évident de rentrer sur le site, qu'il y avait une certaine réticence de la part des opposants vis-à-vis des médias. Et en même temps, ils avaient absolument besoin de nous »

Est-il possible de ne pas prendre parti lorsqu'on couvre un conflit comme Sivens ?

« Prendre parti d'emblée, ce serait une erreur. Je ne suis pas arrivée à Sivens en me disant qu'il y avait d'un côté les gentils zadistes et le méchant Conseil Général. Mais en enquêtant sur le sujet, j'ai pu voir tous les conflits d'intérêts qui avaient gouverné à ce projet, toutes les violences qui ont été perpétrées quotidiennement. Alors, oui, lorsque l'on a des éléments sur lesquels s'appuyer, il y a sans doute une part d'engagement et des prudences qui se lèvent pour évoquer un sujet. Ça ne nous a pas empêché, par ailleurs, de donner la parole aux agriculteurs favorables à ce projet de barrage, je le rappelle...»

Chaque camp avait ses propres chiffres, notamment sur les exploitants qui bénéficieraient d'un barrage. Comment avez-vous composé avec ces sources discordantes ?

« Notre rôle est de montrer que des éléments contradictoires existent, et de les mettre en avant. Je ne suis pas un juge qui décide si telle ou telle expertise est la bonne, mais je dois relayer les débats qui ont lieu sur le sujet. On sait de toute façon que l'on a affaire à des modes de calcul biaisés des deux côtés, un peu comme lorsque l'on comptabilise les manifestants. Sauf que s'il est possible pour un journaliste de faire sa propre estimation du nombre de manifestants, c'est plus difficile de s'improviser expert en barrage ! »

Mémoire de Master journalisme

Le journalisme environnemental face aux nouveaux conflits écologiques : une spécialisation en mutation

L'exemple de Sivens.

Dimitri Crozet

Université Stendhal Grenoble 3, UFR Lllasic Département journalisme

Résumé : Après une longue période d'institutionnalisation, synonyme d'abandon de postures militantes qui étaient à la base des premiers journaux environnementaux, le journalisme environnemental se retrouve confronté à de nouveaux défis liés à la mutation des conflits écologiques, symbolisés par l'exemple de la lutte contre le barrage de Sivens. Cela conduit à s'interroger aussi bien sur la place du journalisme environnemental dans le champ journalistique, que sur sa relation au militantisme, en analysant le traitement journalistique de la mobilisation de Sivens.

Mots clés : médias, journalisme environnemental, militantisme, écologisme, Sivens